

L'ÉLECTION DES ÉVÊQUES

par les Chapitres au XIII^e siècle

(Théorie canonique)

PAR

André DESPRAIRIES

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Soutenance le Mardi 13 Juin 1922, à 16 heures 1/2

Président : M. Paul FOURNIER, Professeur.

Assesseurs : { M. CHENON, Professeur.
M. MEYNIAL, Professeur.

PARIS

ÉDITIONS DE "LA VIE UNIVERSITAIRE"

13, Quai de Conti, 13 (VI^e)

1922

L'ÉLECTION DES ÉVÊQUES
par les Chapitres au XIII^e siècle

(Théorie canonique)

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'ÉLECTION DES ÉVÊQUES

par les Chapitres au XIII^e siècle

(Théorie canonique)

PAR

André DESPRAIRIES

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Soutenance le Mardi 13 Juin 1922, à 16 heures 1/2

Président : M. Paul FOURNIER, Professeur.

Assesseurs { M. CHENON, Professeur.
M. MEYNIAL, Professeur.



PARIS

ÉDITIONS DE "LA VIE UNIVERSITAIRE"

13, Quai de Conti, 13 (VI^e)

1922

BIBLIOGRAPHIE

- J. BARILLON. — *Journal de J. Barillon, secrétaire du chancelier Duprat, 1515-21*, publié pour la première fois pour la Société de l'Histoire de France par Pierre de Vaissière, Paris, 1897-99.
- VON BELOW. — *Die Entstehung des ausschliesslichen Wahlrechts des domkapitels*. Leipzig, 1883.
- BERNARD DE PAVIE. — *Summa decretalium*. Ed. Laspeyres, Ratisbonne, 1861.
- Corpus juris canonici*. — Ed. Friedberg, Lipsiæ, 1879-81.
- J. DOIZÉ. — *L'élection épiscopale et les chapitres cathédraux au XIII^e siècle*, dans les *Etudes*, 1906, t. CIX.
- ESMEIN. — *L'unanimité et la majorité dans les élections canoniques dans les Mélanges Fitting*, tome I^{er}.
- ETIENNE DE TOURNAI. — *Summa*. Ed. Schulte, Giessen, 1891.
- FAGNANI. — *Commentariid*. Venise, 1742.
- O. GIERKE. — *Die Staats-und Korporationslehre des Allertums und des Mittelalters und ihre Aufnahme in Deutschland*, Berlin, 1881.
- GOFFREDUS DE TRANO. — *Summa in titulos decretalium*, Venise, 1570.
- C. GROSS. — *Das Recht an der Pfründe*, Graz, 1887.
- GUILLAUME DURAND. — *Speculum juris*, Venise, 1585.
- HEFELE. — *Histoire des conciles*. Traduction française par un religieux bénédictin de l'abbaye Saint-Michel de Farnborough (dom Leclercq), Paris, 1907-16.
- HINSCHIUS. — *Das Kirchenrecht der Katholiken und Protestanten in Deutschland*, Berlin, 1878.
- HOSTIENSIS. — *Summa aurea*, Venise, 1605.
- IMBART DE LA TOUR. — *Les élections épiscopales dans l'église de France du IX^e au XII^e siècle*, Paris, 1890.
- INNOCENT IV. — *Apparatus*, Venise, 1495.
- JOHANNES ANDREE. — *Novella commentaria in primum decretalium librum*, Venise, 1581.
- LIBER GUILLELMI MAJORIS. — *Mélanges historiques*. Tome II. (Collection des documents inédits).

- GUILLAUME DE MANDAGOUT. — *Tractatus de electionibus*. Ed. N. Bohier, 1573.
- MANSI et COLETI. — *Sacrorum concil. nova et amplissima collect.* Ed. noviss. Florence et Venise, 1757-98.
- LIBELLI DE LITE IMPERATORUM ET PONTIFICUM. — *Monumenta Germaniæ historica*, 1891-92.
- E. MAYER. — *Deutsche und französische Verfassungsgeschichte*, Leipzig, 1899.
- MIGNE. — *Patrologia latina*.
- MOLLAT. — *La collation des bénéfices au XIV^e siècle*, Strasbourg, 1921.
- PANORMITANUS. — *Commentaria*. Venise, 1617.
- PAUCAPALEA. — *Summa*. Ed. Schulte, Giessen, 1890.
- PHILLIPS. — *Kirchenrecht*. Regensburg, 1855-89.
- REIFFENSTUEL. — *Jus canonicum universum complectens tractatum de regulis juris*, Paris, 1864-70.
- E. ROLAND. — *Les chanoines et les élections épiscopales du XI^e au XIV^e siècle*. Thèse de droit, Aurillac, 1909.
- RUFIN. — *Summa*. Ed. Singer, Paderborn, 1902.
- SÄQMÜLLER. — *Lehrbuch des katholischen Kirchenrechts*. Freiburg, in. Br., 1914.
die Bischofswahl bei Gratian. (Görres-Gesellschaft-Sektion für Rechts und Sozial-Wissenschaft). Köln, 1908.
- SCHULTE. — *Die Geschichte der Quellen und Litteratur des Kirchenrechts*, 1875-80.
- TEULET, DE LABORDE, BERGER. — *Layettes du Trésor des Chartes*. Paris, 1863-75.
- THOMASSIN. — *Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise*, Paris, 1679-81.
- VACANT ET MANGENOT. — *Dictionnaire de théologie et de droit canonique*.
- F.-H. VERING. — *Lehrbuch des katholischen, orientalischen und protestantischen Kirchenrechts*. Freiburg-in-Brisgau, 1893.
- P. VIOLLET. — *Guillaume de Mandagout, canoniste dans Histoire littéraire*, Tome XXXIV.
- VON WRETSCHKO. — *Die « Electio communis » im Mittelalter*, dans *Zeitschrift für Kirchenrecht*, 1902, Bd. XI.
Der Einfluss der fremden Rechte auf die deutschen Königswahlen bis zur goldenen Bulle, dans *Zeitschrift für Rechtsgeschichte* Bd. XX.
Der Traktat des Laurentius de Somercote, Kanonikus von Chichester, Weimar, 1907.
-

INTRODUCTION

Origine du Pouvoir électoral des Chapitres¹

L'un des résultats de la réforme grégorienne avait été de rétablir l'ancienne assemblée électoral : évêques et abbés, clercs ruraux et clercs urbains, dignitaires séculiers, peuple, tous ces divers éléments de la communauté chrétienne pouvaient désormais participer de nouveau au choix épiscopal. L'ancien système électif paraissait définitivement rentré dans les mœurs de l'Église. Il n'en était rien cependant.

Dès le lendemain des décrets grégoriens, les clercs de l'Église cathédrale entraient en lutte pour exclure de l'assemblée électoral tout élément non capitulaire et s'assurer le monopole de l'élection. Grâce à leur opiniâtre tenacité, ils devaient peu à peu triompher de toutes les résistances. Moins d'un siècle après la mort de Grégoire VII, il ne restait plus rien de l'ancien principe électif ; le choix de l'évêque était devenu le privilège exclusif d'une aristocratie d'Église : le chapitre cathédral.

1. VON BELOW. — *Die Entstehung des ausschliesslichen Wahlrechts des Domkapitels*, Leipzig, 1883.

J. DOIZÉ. — *Les élections épiscopales et les chapitres cathédraux au XIII^e siècle* dans les *Etudes*, 1906, t. CIX.

IMBART DE LA TOUR. — *Les élections épiscopales dans l'église de France du IX^e au XII^e siècle*, Paris, 1890.

E. ROLAND. — *Les chanoines et les élections épiscopales du XI^e au XIV^e siècle* (Thèse), Aurillac, 1909.

De bonne heure, les chanoines avaient acquis vis-à-vis des autres membres de la communauté une situation prépondérante.

Constitués en corporation, habiles à posséder, ils formaient une des communautés les plus riches et les plus solides au Moyen Age.

C'étaient eux qui composaient le conseil de l'évêque, et qui, pendant la vacance du siège épiscopal étaient chargés de l'administration du diocèse ; c'étaient eux qui devaient préparer et diriger l'élection : à eux incombait le soin de demander au roi la *licentia eligendi*, de fixer le jour de l'élection, de convoquer les électeurs, de prendre toutes les mesures destinées à assurer le bon ordre des réunions. Enfin, les élections laïques des deux siècles précédents, avec tous les abus qu'elles entraînaient, leur avaient souvent donné l'occasion d'intervenir et de se dresser contre l'arbitraire royal ou seigneurial. Restés seuls debout intacts, alors que monastères et églises étaient sécularisées, ils se considéraient comme étant les seuls représentants et les défenseurs des intérêts ecclésiastiques.

Cette habitude de supériorité nous explique la tendance des chapitres à être les maîtres de l'élection, tendance que favorisèrent souvent les concessions pontificales et la doctrine des canonistes.

L'exclusion des laïques fut chose relativement aisée. Déjà dans le système ancien, ils ne jouaient dans l'élection qu'un rôle secondaire. Les principes engagés dans la querelle des investitures étaient défavorables à toute ingérence de leur part dans les élections¹.

1. SÄGMÜLLER. — *Die Bischofswahl bei Gratian*, Köln, 1908, p. 7 et suiv.

Anselme de Lucques¹, Placide de Nonantola² leur refusaient la qualité d'électeurs. Le cardinal Humbert tolérait bien la présence des laïques à l'élection, mais n'admettait pas leur opposition au vote du clergé « Aux clercs l'élection, au peuple l'acclamation » disait-il³, et, Geoffroi de Vendôme développait la même pensée⁴. Plus tard, Paucapalea disait « *Laici vero electioni nullo modo se ingerere debent, nisi ad consensum præbendum*⁵. » Rufin donnait le même enseignement ; il faisait cependant une concession en faveur de certains laïques, qui à raison de leur haute situation pouvaient avoir voix consultative dans l'assemblée électorale⁶. L'élève de Rufin, Étienne de Tournai était plus intransigeant : les laïques devaient après l'élection donner leur consentement, là devaient se borner toutes leurs ambitions⁷.

La papauté, elle aussi, favorisa l'exclusivisme des chapitres. Les passions du peuple, les ambitions des nobles étaient trop souvent un obstacle à la bonne marche des élections ; elles étaient une source de troubles, de désordres, et, quand les chanoines s'adressaient à Rome pour lui demander l'autorisation d'exclure les laïques, presque toujours ils obtenaient satisfaction.

1. MIGNE. — *P. L.* t. CXLIX, *Collectio canonica* lib. sextus, n° 20.

2. LIBELLI DE LITE. (*Mon. Germ. hist.*). — *Liber de honore ecclesiæ*, t. II, p. 599.

3. LIBELLI DE LITE. (*Mon. Germ. hist.*). — *Adversus simoniacos*, t. I, p. 108.

4. LIBELLI DE LITE. (*Mon. Germ. hist.*). — *Libellus II*, t. II, p. 684.

5. PAUCAPALEA. — *Summa*. Ed. Schulte, Giessen 1890, p. 39.

6. RUFIN. — *Summa*. Ed. Singer, Paderborn, 1902, p. 155.

7. ETIENNE DE TOURNAI. — *Summa*. Ed. Schulte Giessen, 1891, p. 89.

Le concile de 1139 porta un coup indirect aux prétentions des laïques. A ce moment, en effet, les chanoines redoublaient leurs efforts pour écarter de l'assemblée électorale non seulement les laïques, mais également les religieux et les abbés. Sur les énergiques protestations de ces derniers, Innocent II intervint et défendit aux chanoines d'exclure les *virī religiosi* et de procéder à l'élection sans prendre leur conseil¹. Mais cette expression « *virī religiosi* » comprenait-elle les laïques ? On aurait pu le soutenir. En tout cas les chapitres mirent à profit l'imprécision de ce terme pour écarter les laïques de l'élection.

Dès 1139, leur présence devint plus rare². On la constate encore à Poitiers en 1141, à Angoulême en 1148 ; ils ne sont plus aux élections de Chartres en 1147, d'Autun en 1147, de Noyon en 1148. Dès 1150, en fait, les laïques avaient pour ainsi dire perdu leurs droits d'électeurs.

Cette exclusion devait bientôt recevoir une sanction officielle. En 1169, Alexandre III écrivait au chapitre de Brême : « Dans toute élection, on doit, il est vrai, demander l'assentiment du prince, on ne saurait toutefois tolérer l'ingérence laïque. L'élection relève des chanoines et des religieux de la cité épiscopale et du diocèse. Si d'aventure des laïques voulaient s'immiscer dans les opérations électorales, remettez leur en mémoire l'antique canon « *Docendus est populus, non sequendus* ». Eloignez-les ensuite de vos assemblées, délibérez en toute conscience et suivant les ordres canoniques. » Le Concile d'Avignon de 1209 devait généraliser ces défenses particulières. « Nous défendons toute ingérence laïque directe ou indirecte dans

1. MANSI, can. 28, t. XXI, col. 533.

2. Nous renvoyons pour la justification des faits aux ouvrages déjà cités de V. Below, d'Imbart de la Tour et de Roland.

les élections épiscopales ou bénéficiales, dit le 8^e canon ; de même, nous condamnons toute pression nuisible à la libre émission des votes¹ ».

Le 25^e canon du Concile de Latran de 1215 édictait une défense analogue².

Enfin en 1226, une célèbre constitution de Grégoire IX, insérée au *Corpus juris* excluait définitivement tout laïque de l'assemblée électorale³.

Les laïques essayèrent bien alors d'entrer dans les chapitres en obtenant des prébendes ; c'est à titre de prébendier que Raymond de Montesquiou faisait partie du chapitre d'Auch en 1160. Cette coutume ne dura pas. Le Concile de Montpellier en 1214⁴, celui de Béziers en 1233⁵, signalèrent ces abus et interdirent aux chanoines de conférer des prébendes à des laïques. Cette prohibition fut enfin insérée aux Décrétales⁶.

L'exclusion des religieux et du clergé séculier non capitulaire ne fut pas aussi catégorique. Évêques, moines, clercs urbains et ruraux luttèrent avec ardeur pour la défense de leurs droits électoraux.

A peine Grégoire VII avait-il restauré l'ancienne assemblée électorale que les chanoines négligeaient comme à Limoges en 1087, à Langres en 1092 de convoquer les moines et les abbés à l'élection épiscopale. Aussi les conflits étaient-ils nombreux, parfois même sanglants. Les religieux revendiquèrent leurs anciens droits avec énergie.

1. MANSI, can. 8, t. XXII, col. 788.

2. C. 43, X, 1-6.

3. C. 56, X, 1-6.

4. MANSI, can. 8, t. XXII, col. 942.

5. MANSI, can. 24, t. XXIII, col. 276.

6. C. 2, X, III, 7.

Saint Bernard se fit en particulier le porte-parole de leurs protestations. En 1139, le concile de Latran intervint : « Nous défendons, dit-il, que les chanoines excluent les hommes religieux, mais nous voulons qu'à leur conseil ils nomment une personne honnête et capable. Si l'élection est faite sans ces dignitaires, sans leur assentiment et leur approbation, nous la tiendrons pour irrégulière et nulle¹. » Ce décret semblait devoir fixer d'une façon définitive les droits respectifs des abbés et des chapitres. Les chanoines cependant ne modifièrent point leur attitude. Aux décisions conciliaires, ils opposèrent — sauf de rares exceptions — la force d'inertie. En 1141, Arnulf est fait évêque de Lisieux par le chapitre et le clergé, mais Gauthier de Coutances, son successeur, est élu par les chanoines seuls.

Les chapitres devaient parfaire leur conquête dans la seconde moitié du xii^e siècle.

A Maquelongne en 1160, à Pampelune en 1163, les chanoines seuls prennent part au choix de l'évêque. Dès 1170, la présence des religieux n'est plus guère mentionnée dans les élections épiscopales. Les papes ne s'adressaient plus qu'aux clercs de l'Église cathédrale : c'était le cas à Chartres dès 1164, à Meaux en 1175, à Senlis en 1182, à Coutances et à Rouen en 1184. En 1190, Clément III accordait aux chanoines de Clermont le privilège d'élire seuls les évêques. A son tour Innocent III, réservait cette faveur en 1200 à la collégiale de Sutri « ...*secundum statuta canonica, electiones episcoporum ad cathedralium ecclesiam clericos regulariter pertinere noscuntur, nisi forte alibi secus oblineat de consuetudine*...² », en 1205 au chapitre de Cantor-

1. MANSI, can. 28, t. XXI, col. 533.

2. C. 3, X, II, 12.

béry. Aussi quand le concile de Latran de 1215 consacra en termes vagues les droits de ceux : « qui doivent, veulent et peuvent élire¹ », nul ne s'y trompa : les chanoines étaient les seuls électeurs.

Écartés de l'assemblée électorale, les moines cherchèrent un autre moyen de participer aux élections : ils entrèrent dans les chapitres.

Déjà au XI^e siècle, un certain nombre d'abbés y avaient trouvé place ; au siècle suivant dans presque tous les diocèses, les moines avaient acquis des prébendes et faisaient ainsi partie du conseil épiscopal. Il n'était pas de monastère important qui ne comptât un de ses moines dans le chapitre. Les grandes abbayes Cluny, Saint-Victor de Paris, avaient même des prébendes dans plusieurs évêchés. Et non seulement les moines, mais les archidiaques, les archiprêtres entrèrent par cette voie dans les chapitres.

Naturellement, cette évolution ne se fit par partout d'une façon uniforme. Le privilège électoral des chapitres était en France un fait accompli dès la fin du XII^e siècle. En Allemagne au contraire, d'après Hinschius², en maints endroits dans la première moitié du XIII^e siècle, les nobles laïques et les « *virī religiosi* » prenaient part aux élections épiscopales. Ces faits cependant ne vont pas au-delà de 1260.

Ce n'étaient là que des exceptions. On peut dire que l'élection des évêques par les chapitres était le régime pratiqué au XIII^e siècle.

C'est le moment où la législation ecclésiastique se pré-

1. C. 42, X, I, 6.

2. HINSCHIUS. — *Das Kirchenrecht der Katholiken und Protestanten in Deutschland*, Berlin, 1878, Tome II, p. 607.

cise, et, le droit des décrétales nous offre une théorie savante de l'élection.

L'élection canonique joua au Moyen Age un rôle important ; non seulement les évêques, mais aussi le pape, les abbés, les dignitaires des chapitres étaient élus ; mais c'est sur l'élection épiscopale que se sont formées les principales règles du droit électoral. C'est cette théorie de l'élection épiscopale, d'après le droit des décrétales que nous allons maintenant étudier, en laissant de côté les pratiques locales et les difficultés d'application.

THÉORIE CANONIQUE DE L'ÉLECTION

CHAPITRE PREMIER

L'Assemblée électorale. — La Période électorale

La Convocation des Électeurs

L'Ouverture des opérations électorales

§ I. — L'ASSEMBLÉE ÉLECTORALE

Le droit d'élire l'évêque n'appartient, en règle générale, qu'aux chanoines de l'église veuve, pourvu qu'ils soient au moins sous-diacres¹.

Exceptionnellement, des ecclésiastiques étrangers au chapitre peuvent acquérir ce droit par prescription, par privilège ou par coutume². En aucun cas les laïques ne peuvent se prévaloir de ces faveurs³.

Sont également exclus de l'assemblée électorale : les suspens⁴, les interdits, les électeurs frappés de l'excommunication majeure, mais non ceux frappés de l'excommuni-

1. C. 3, X, II, 12 ; C. 2, Clem. I, 6.

2. C. 50, 52, X, I, 6 ; C. 3, X, II, 12.

3. C. 51, 56, X, I, 6 ; C. 2, X, III, 7.

4. C. 16, X, I, 6.

cation mineure¹, les impubères², les fous, les déments ; si toutefois ceux-ci ont des intervalles lucides, ils seront pendant ces périodes admis dans l'assemblée électorale³.

Sont privés de leur droit de vote, ceux qui dans une élection antérieure ont sciemment donné leur voix à un indigne⁴ et dont le vote a entraîné « l'élection commune », ou qui n'ont pas lors de l'élection observé les formalités canoniques⁵, ou qui ont pris part à une élection faite *per abusum potestatis*⁶.

Pour être éligibles les candidats doivent être sous-diacres, au moins depuis six mois⁷ ; ils doivent avoir trente ans accomplis, être de naissance légitime, de mœurs pures et de science éprouvée⁸.

Ceux qui possèdent plusieurs bénéfices à charges d'âmes ou plusieurs dignités — sauf dispense⁹, — ceux dont l'élection a déjà été cassée *vitio personæ*¹⁰, ceux qui sont déjà évêques¹¹, ne peuvent être élus.

Sont également inéligibles, les candidats frappés de l'excommunication mineure¹², les irréguliers¹³ et en général

1. C. 39, X, 1, 6 ; C. 10, X, v, 27. En admettant comme électeurs ceux qui étaient frappés de l'excommunication mineure, le législateur a voulu sans doute faire obstacle aux litiges, parfois témérairement soulevés, par des minorités mécontentes.

2. C. 32, in VI^o, 1, 6.

3. MANDAGOUT. — *Tractatus de electionibus*, Ed. N. Bohier, 1573, chap. VII.

4. C. 25, X, 1, 6 ; C. 7 in VI^o, 1, 6.

5. C. 42, X, 1, 6.

6. C. 43, X, 1, 6.

7. C. 9, X, 1, 14.

8. C. 7, 17, X, 1, 6.

9. C. 54, X, 1, 6.

10. C. 12, X, 1, 6.

11. C. 6, X, 1, 5.

12. C. 10, X, v, 27.

13. C. 18, in VI^o v, 11.

ceux qui sont privés déjà de leur droit d'électeur par censure ecclésiastique.

§ II. — LA PÉRIODE ÉLECTORALE

L'élection doit avoir lieu dans les trois mois de la vacance, ou du jour où on l'a connue. Si le chapitre ne prend pas parti dans ce délai, le droit de conférer l'évêché est dévolu au supérieur hiérarchique¹.

Si la nomination par le supérieur vient à être annulée, ou si celui qui a été choisi n'accepte pas sa nomination, si encore l'ayant acceptée il y renonce ensuite, le collège électoral reprend ses droits. Il en est de même si l'élection a été cassée en raison de l'irrégularité de l'élu, à condition que le vice de l'élection ait été inconnu des électeurs². Ce délai de trois mois ne court pas quand l'élection a été retardée par suite d'empêchements légitimes, comme une catastrophe ou une guerre civile.

Des chanoines peuvent avoir l'intention d'élire un interdit, eux-mêmes sont peut-être tous excommuniés, suspens ou interdits : en ces cas, le délai de trois mois s'allonge, afin que les électeurs aient le temps de demander pour leur candidat la levée de l'interdit et pour eux-mêmes absolution ou relaxation³.

Si le siège est vacant par le décès du titulaire, les électeurs doivent laisser se dérouler les cérémonies de la sépulture avant de se réunir en assemblée électoral. Mandagout cependant estime que ce n'est là qu'une question

1. C. 41, X, 1, 6.

2. C. 26, in VI^o 1, 6.

3. MANDAG. — *Op. cit.* Chap. II.

de convenance, et que l'élection faite immédiatement après la mort du prélat est valable¹.

§ III. — LA CONVOCATION DES ÉLECTEURS²

Aussitôt réunis en assemblée électorale, les électeurs doivent fixer le jour et l'heure de l'élection. Ils doivent ensuite par des lettres d'une teneur uniforme convoquer les absents, qui, soit en vertu du droit commun, soit en vertu d'un droit spécial, peuvent prendre part à l'élection, et, les prévenir que s'ils ne viennent pas, il sera néanmoins procédé à l'élection.

On ne doit appeler à l'élection que ceux « *qui debent et possunt commode ac sine periculo convocari*³ », et qui sont dans la province ecclésiastique « *Fratribus omnibus, qui fuerint in provincia, convocatis*⁴ » ; en France cependant on appelle à l'élection tous ceux qui se trouvent dans le royaume « *de toto regno Franciæ vocentur absentes de consuetudine Ecclesiæ Gallicanæ*⁵ ». Ces règles s'imposent sous des sanctions graves, car l'électeur que l'on a omis de convoquer peut, s'il ne veut se rallier au choix du collège électoral, attaquer l'élection sur le mépris que l'on a fait

1. C. 36, X, I, 6 ; Laurent de Somercote, *Der Traktat des Laurentius de Somercote, Kanonikus von Chichester*. Ed. von Wretschko, Weimar, 1907, p. 28.

MANDAG. — *Op. cit.*, chap. 1^{er} ; glose sur le mot *sepulturæ*, chap. IV.

REIFFENSTUEL. — *Jus canonicum universum complectens de regulis juris*. Paris, 1864-70, tome I, p. 323.

2. L. de SOMERC. — *Op. cit.*, p. 29-30 ; — MANDAG. *Op. cit.*, chap. IV-XVIII ; REIFFENSTUEL, *op. cit.*, p. 336 et suiv.

3. MANDAG. — *Op. cit.* chap. IV, v, ; glose sur le mot *periculo*.

4. C. 35, X, I, 6.

5. C. 55, X, I, 6.

de son droit et la faire casser : *poteril agere de contemptu*¹. Aussi pour parer à toute réclamation de la part d'un électeur de mauvaise foi, qui nierait avoir été convoqué, le courrier du chapitre doit remettre la citation à l'intéressé lui-même en présence de témoins et, autant que possible, faire dresser de cette opération un procès verbal officiel.

Si l'électeur est absent de son lieu de résidence habituel, et, si on ignore où il se trouve, la citation sera faite *per edictum publicum*, soit à son domicile, soit à l'église.

L'absent qu'un empêchement légitime empêche d'assister à l'élection, peut se faire représenter par un procureur choisi au sein du chapitre, et possédant lui-même le droit de vote. Celui-ci doit affirmer sous la foi du serment, si toutefois les électeurs l'exigent, que l'absent se trouve sans aucune fraude à une distance qui comporte convocation et dire cette distance ; spécifier la nature de l'empêchement et ajouter qu'il est certain ou du moins qu'il pense que l'empêchement subsistera au moment de l'élection.

Ce serment peut aussi émaner du constituant ; il sera alors consigné dans la procuration.

L'absent qui n'a pas constitué procureur ne peut envoyer son suffrage par lettre².

Le procureur est libre d'opter entre les divers modes d'élection. Il ne peut voter pour une personne au nom de son mandant, et pour une autre personne en son nom, à moins qu'il n'ait reçu mandat d'élire un candidat déterminé³ ; il ne peut en ce cas accepter la forme du compromis, car un mandat impératif de ce genre suppose le scrutin. Enfin le procureur se peut substituer une autre personne,

1. C. 28, 35, 36, X, 1, 6.

2. C. 42, X, 1, 6 ; C. 46 in VI^o, 1, 6.

3. C. 46, in VI^o, 1, 6.

si un empêchement légitime l'empêche de remplir son mandat.

Certains canonistes, s'appuyant sur des textes de droit romain, exigent pour la validité de l'élection la présence des deux tiers des électeurs¹. Mandagout présente, comme il suit, les règles à suivre sur ce sujet : Si au jour de l'élection les absents convoqués ne se présentent pas, les présents ne peuvent procéder à l'élection, que si leur nombre est supérieur à celui des absents non représentés. Sinon ils doivent attendre l'extrême limite légale de la période électorale, sans être tenus de citer une seconde fois les électeurs absents². Ce terme atteint, ils peuvent élire, fussent-ils en moindre nombre que les absents. N'y eut-il même qu'un électeur présent, celui-ci fera seul l'élection. « *Quia jus universitatis recidit in unum*³ .»

1. PANORMITANUS, *Commentaria*, Venise, 1617, s/c, 42, X 1, 6, n° 5 ;

FAGNANI, *Commentaria*, Venise, 1742, s. C. 42, X, 1, 6, n° 39.

REIFFENSTUEL, *op. cit.*, p. 338 ; HINSCHIUS, *op. cit.*, p. 128 ;

O. GIERKE. *Die Staats-und Korporationslehre des Altertums und des Mittelalters und ihre Aufnahme in Deutschland*, Berlin, 1881, tome III, p. 319-20.

Il arrive souvent à l'Église de suivre le droit romain — *lege romana ecclesia utitur* — et les canonistes distinguent les *canones*, c'est-à-dire les lois ecclésiastiques des *leges*, c'est-à-dire les lois romaines. Ainsi à la fin du xii^e siècle, Lucius III donnant des instructions sur une affaire dit « qu'on ne doit pas différer de l'examiner suivant la loi romaine ». C. 1, X, v, 32.

2. GOFFREDUS DE TRANO, *Summa in titulos decretalium*, Venise, 1570, Tit. *De electione et electi potestate*, n° 19 ; MANDAG, *op. cit.*, chap. xvi.

3. INNOCENT IV. *Apparatus*, Venise, 1495, c. 19, X, 1, 6, *in fine*. MANDAG, *op. cit.*, chap. xvi ; HOSTIENSIS, *Summa aurea*, Venise 1605, *De Electione*, n° 11.

§ IV. — L'OUVERTURE DES OPÉRATIONS ÉLECTORALES¹

Le jour de l'élection, les électeurs, après avoir entendu la messe du Saint-Esprit, fait ou récité les invocations et les prières d'usage, se réunissent dans la salle du chapitre, ou dans quelque autre lieu honnête, offrant des garanties de liberté².

Il est de toute nécessité que l'élection ne se fasse que par le chapitre assemblé : *De substantia electionis est quod capitulum congregetur, alias vota particularia in diversis locis præstita non tribuerent jus. Electio debet fieri per congregatos*³ ».

Un tabellion choisi de préférence parmi les clercs — ou à son défaut deux *viri idonei* — est chargé de consigner par écrit tous les actes et incidents de procédure. Il est assisté de cinq témoins qui souscriront le procès-verbal.

Si des laïques ou des clercs privés du droit d'électeur pour cause de censure se sont glissés dans l'assemblée électorale, ils seront invités à se retirer. S'ils s'y refusent, ou si leur expulsion ne peut avoir lieu, les électeurs protesteront soit publiquement, soit en secret, que ces dites personnes se trouvent parmi eux contre leur assentiment et que leurs suffrages ne seront pas comptés.

Si l'incapacité de ces personnes à prendre part à l'élection n'est pas notoire, mais seulement douteuse, la même invitation leur sera adressée. Devant leur refus à quitter

1. L. DE SOMERC, *op. cit.*, p. 29-30 ; MANDAG, *op. cit.*, chap. XIX-XX.

2. C. 28, X, I, 6.

3. MANDAG, *op. cit.* chap. XIX, glose sur le mot *congregari* ; chap. LII, glose sur le mot *congregati*. Cf. *infra*, p. 43 et suiv.

l'assemblée, elles seront tolérées, sous cette condition que leurs voix seront nulles, si la suspicion est postérieurement reconnue fondée¹.

Une fois accomplies ces formalités préliminaires, les électeurs délibèrent sur le mode d'élection à adopter.

1. MANDAG, *op. cit.* chap. xx.

CHAPITRE II

Les divers modes d'Élection

Le 24^e canon du concile de Latran de 1215, détermine trois modes d'élection : le scrutin, le compromis, la quasi-inspiratio¹.

Aucune autre forme ne peut être employée, la prescription est formelle : quiconque y dérogera, sera privé de son droit d'électeur. Une décrétale d'Honorius III prohibe en particulier l'élection par tirage au sort².

§ I. — LA QUASI-INSPIRATIO³

L'élection a lieu par quasi-inspiratio quand tous les électeurs, sans aucune discussion préalable, se prononcent « *uno corde et quasi uno ore* » en faveur d'une personne déterminée, comme s'ils étaient inspirés de Dieu.

Quelques canonistes différencient l'*inspiratio divina* proprement dite de la *quasi inspiratio*⁴.

1. C. 42, X, I, 6.

2. C. 3, X, v, 21.

3. L. DE SOMERC, *op. cit.*, p. 32 et suiv. ; MANDAG, *op. cit.*, chap. LII.

4. MANDAG, *op. cit.*, chap. LII ; HOST. *De Elect*, n° 15 ; GUILLAUME DURAND, *Speculum juris*, Venise, 1585, livre IV, de *Elect*. § 3.

Les électeurs aussitôt réunis et sans aucune entente préalable sont-ils tous tombés d'accord sur un seul nom : c'est l'*inspiratio divina*.

Cette unanimité est-elle au contraire le résultat d'une délibération préliminaire, si courte soit-elle : ce n'est que la *quasi-inspiratio*. Mais comme pour être valable, le vote ne doit être précédé d'aucune négociation, les électeurs nommeront dans ce cas des compromissaires dont l'unique rôle sera d'élire le candidat désigné¹, la difficulté sera ainsi résolue : « *Si autem non simul consentiunt et nominant, sed separatim aliquibus tractatibus, seu nominationibus prece-*
dentibus, tunc non per inspirationem, sed per quasi-inspira-
tionem dicitur electio fieri. Unde necesse est tunc in aliquos
compromitti qui vice omnium illum eligant, alias talis elec-
*tio non valeret*². »

Cette forme d'élection n'est que l'antique suffrage par acclamation ; le droit du XIII^e siècle la considère comme un procédé d'ordre surnaturel. Elle est très rare au dire de Mandagout. Le Concile et les canonistes la rattachent à l'inspiration du Saint-Esprit ; Hostiensis y voit l'action du Paraclet s'exerçant comme au temps des Apôtres³.

1. Sur ce point la *quasi inspiratio* se rapproche du *compromissum determinatum*. Cf. *infra*, p. 26 et suiv.

2. G. DURAND, *de Elect.*, § 3.

3. MANDAG, *op. cit.*, chap. LI, HOST. *de Elect.* n^o 15.

REIFFENSTUEL, *op. cit.*, p. 326.

GOFF. DE TRANO ne veut voir dans la *quasi inspiratio* qu'une *exceptio a forma* et plus tard Jean André, après avoir cité les trois formes d'élection n'en reconnaît plus que deux à la fin : *quia quæ Spiritu Dei aguntur non sunt de communi forma*.

§ II. — LE COMPROMIS¹

L'élection se fait par compromis quand les électeurs donnent mandat à une ou plusieurs personnes de procéder à l'élection en leur nom.

Pour qu'il y ait compromis, les électeurs doivent d'abord être unanimes à accepter ce mode d'élection. L'opposition d'un seul suffit à l'empêcher en vertu de cette règle que chaque chanoine a dans son titre le droit d'élire et ne peut en être privé par la majorité². De plus les électeurs doivent être unanimes sur le choix des compromisaires.

Si une fois le principe admis, ils n'arrivent pas à s'accorder sur cette seconde question, ils peuvent pour tourner la difficulté désigner quelques personnes auxquelles incombera la tâche de choisir à l'unanimité les compromisaires³.

Les électeurs peuvent à leur gré nommer un ou plusieurs compromisaires ; ils peuvent les prendre au sein ou en dehors du collège électoral⁴, à condition qu'ils ne soient ni laïques, ni privé de leur droit d'électeurs⁵.

Le pouvoir des compromisaires varie suivant que le mandat d'élire leur est donné avec ou sans conditions.

Dans le premier cas, les compromisaires ne peuvent rien faire au-delà de ce qui est porté dans leur mandat : ils sont tenus de procéder à l'élection dans le délai qui leur est imparti, de choisir leur candidat dans l'église vacante ou dans telle autre église déterminée, soit à l'unanimité,

1. MANDAG., *op. cit.* chap. xxxix-li ; L. DE SOMERC, *op. cit.*, p. 35-40.

2. Reg. 29, in VI^o R. J.

3. MANDAG, *op. cit.*, chap. xxxix.

4. C. 42, X, 1, 6 ; C. 37, in VI^o 1, 6.

5. C. 8, X, 1, 43 ; C. 2, X, 11, 1.

soit à la majorité suivant les instructions qui leur ont été données. Ils ne peuvent notamment déléguer leur mission à des tiers, sans autorisation de leurs commettants.

Il est expressément défendu aux électeurs, sous peine de cassation de l'élection, d'imposer à leurs mandataires des conditions contraires aux règles du droit et aux coutumes locales, en vertu de ce principe que les mandats ne peuvent transférer à leurs mandataires un droit supérieur à celui qu'ils possèdent eux-mêmes. Ils ne peuvent en particulier ordonner aux compromissaires d'élire un indigne ou de choisir un candidat à la majorité relative¹.

Dans le second cas, c'est-à-dire, quand le mandat est conçu en termes généraux, le choix des compromissaires est libre, sous la réserve d'observer les règles générales du droit et les coutumes locales. Ils peuvent même élire l'un d'entre eux. Cependant s'il n'existe qu'un seul compromissaire, celui-ci ne peut se choisir lui-même².

Les commettants sont tenus de leur côté d'accepter le candidat des compromissaires, s'il est idoine, et s'il a été élu conformément aux termes du compromis³.

Il est un mode de compromis très étroit, dans lequel les compromissaires ont pour rôle d'élire le candidat désigné par la majorité « ... *ut compromissarii, secreto et sigillatim voluntatibus omnium inquisitis, illum in quem major et sanior pars capituli consenserit, eligere teneantur*⁴. »

1. C. 23, 37, in VI^o I, 6; MANDAG, *op. cit.* chap. XLV, glose sur le mot *teneantur*.

2. C. 7, X, III, 7; C. 26, X, III, 38.

3. C. 8, 32, X, I, 6.

4. C. 32, X, I, 6; C. 29, in VI^o I, 6. MANDAG, *op. cit.*, chap. XLV. REIFFENSTUEL, *op. cit.*, p. 328; HINSCHIUS, *op. cit.*, p. 664, note 10; V. WRETSCHKO *Die Electio communis im Mittelalter* dans *Zeitschrift für Kirchenrecht*, 1902, Bd. XI. p. 330 et suiv.

Cette forme tient à la fois du compromis et du scrutin :
« *Est ergo forma ista partim ex scrutinio et partim ex compromisso, ut hic patet. Sed principalius dicetur ista forma compromissi, sed determinati*¹. »

A la différence du compromis ordinaire, ce mode, pour être appliqué, n'exige pas l'unanimité des électeurs ; la majorité peut décider qu'il sera procédé à l'élection par le *compromissum determinatum* ; les électeurs n'abandonnent pas en effet leur droit de suffrage, et aucun préjudice ne leur est porté².

Les compromissaires prennent ici la place des scrutateurs et les formes du scrutin doivent être observées³.

Mais ce mode diffère du scrutin d'abord en ce qu'un seul compromissaire peut être désigné pour élire le candidat de la majorité, tandis que dans la forme du scrutin, trois scrutateurs au moins doivent être choisis pour recueillir les suffrages.

De plus, le compromissaire chargé de proclamer l'élection⁴, prononce la formule en son nom et au nom de ses cocompromissaires « *hæc enim potestas jure compromissi a capitularibus in ipsum, vel ipsos translata fuit*⁵ », tandis que dans le scrutin, l'électeur proclame l'élection au nom du chapitre, ou des électeurs présents.

Les compromissaires enfin doivent être unanimes sur le candidat à élire. Ainsi en 1452, en 1461, lors de l'élection

1. C. 29, in VI^o 1, 6, glose sur le mot *inquisitis*.

Les textes emploient également les expressions « *Forma scrutinii et compromissi* », « *via scrutinii et compromissi mixtim* », « *forma compromissi restricti ou limitati* ». Cf. v. WRETSCHKO, *op. cit.*, p. 333-34.

2. REIFFENSTUEL, *op. cit.* p. 328.

3. Cf. *infra*, p. 29 et suiv.

4. Cf. *infra*, p. 46 et suiv.

5. REIFFENSTUEL, *op. cit.*, p. 328.

à l'archevêché de Salzbourg, les électeurs donnent mandat à des compromissaires d'élire à l'unanimité le candidat désigné par la majorité... « ... *Quatenus secreto ac sigillatim inquisitis et examinatis voluntatibus omnium et singulorum capitularium illum in quem major et sanior pars capituli nostri consentiret, in archiepiscopum eligerent et pastorem, et, postquam forent de persona eligendi concordés, unus eorum de suorum collegarum mandato vice sua et aliorum ac totius capituli personam eandem eligeret in communi...*¹ »

Le mandat des compromissaires finit : 1^o par l'accomplissement du mandat. Si le candidat refuse, ou si contrairement à la volonté des commettants, les compromissaires ont choisi un indigne, le droit d'élire fait retour aux électeurs ordinaires².

2^o Par l'expiration du délai donné aux compromissaires pour procéder à l'élection.

Dans ce cas, ou bien aucune limite de temps n'est fixée dans le mandat : le pouvoir des mandataires cesse alors

1. Rapporté par V. WRETSCHKO *op. cit.*, p. 334-335.

Ce mode de compromis fut très usité au Moyen Age. Cf. v. WRETSCHO, p. 333-34.

Mandagout y voit une simplification de la forme du scrutin, et l'impossibilité pour les électeurs de faire pression sur les compromissaires « *per quam formam contentiones multiplices remouentur, et absque calumnia satis de facili vacantibus ecclesiis providetur* », et dans la glose, il dit ... *ite in hac forma non possunt compromissarii sic corrumpi, prece vel precio, aut timore vel amore ad aliquem eligendum...* ». MANDAG, *op. cit.*, chap. XLV et glose sur le mot *teneantur*.

« *Et si bene advertatur, ista hodie est melior et expeditior forma iudicio meo quam hodie habeamus : non enim volunt canonici libere jus suum in alios transferre et dare illis potestatem præficiendi prælatum : per formam scrutinii grave est procedere, nec omnes bene sciunt illam formam servare : immo et boni juristæ practicam ignorant in ea deficiunt : expeditius ergo servabitur ista forma.* » C. 29 in-VI^o, 1, 6, glose sur le mot *inquisitis*.

2. C. 26, 37, in-VI^o, 1, 6.

avec le délai légal, et, s'ils n'ont pu s'accorder sur un candidat, le droit d'élection passe au supérieur hiérarchique ; ou bien un délai leur a été assigné : à l'expiration de ce délai, le droit d'élire revient aux électeurs ordinaires, si les compromissaires n'ont pu s'entendre sur un candidat¹.

3^o Par la révocation du mandat. Elle ne peut avoir lieu que « *re integra* », c'est-à-dire, quand les compromissaires n'ont encore entamé aucune négociation².

§ III. — LE SCRUTIN³

Le scrutin est la forme de droit commun. C'est celle que les canonistes et les décrétalistes nous ont décrite avec le plus de minutie.

L'élection commence par la constitution de trois scrutateurs pris au sein du collège électoral. Ils sont chargés de recueillir et de rassembler les suffrages : *assumantur tres de collegio fide digni qui secreto et sigillatim vota cunclorum diligenter exquirant*⁴.

Une fois choisis, les scrutateurs accompagnés du tabelion et des témoins se retirent dans un coin de la salle ou dans quelque autre lieu convenable. Ils commencent par voter eux-mêmes pour ne pas subir l'influence de leurs confrères.

1. C. 37, in-VI^o, I, 6.

2. C. 30, X, I, 6.

3. L. DE SOMERC, *op. cit.*, p. 40 et suiv. ; MANDAG, *op. cit.*, chap. XXI-XXX.

4. C. 42, X, I, 6. Sur la question de savoir si ce nombre est rigoureusement nécessaire, Hostiensis, Goff. de Trano répondent par l'affirmative. Mandagout hésite, quoiqu'il estime plus sûr de suivre à cet égard les indications du Concile. MANDAG, *op. cit.*, chap. XXII, glose sur le mot *aliqui* ; chap. XXIII ; GOFF. DE TRANO, *de elect*, n^o 7 ; HOST., *de Elect*, n^o 11.

Puis un à un et selon l'ordre de préséance, les électeurs passent devant les scrutateurs. Suivant l'usage, ceux-ci leur rappellent leur devoir de choisir le candidat le plus digne : « *Frater, Deum solum habens præ oculis... dic nobis in quem consenseris* ». L'électeur donne alors son bulletin de vote, ou, s'il ne sait écrire, indique oralement soit au tabellion, soit au scrutateur son candidat.

Si des malades habitant le cloître ou la ville n'ont pu se rendre à la convocation et n'ont pas constitué procureur, les scrutateurs doivent aller, s'il leur est possible, les trouver à domicile pour recueillir leurs suffrages.

Si la journée ne suffit pas à recueillir les votes, on remet au lendemain la continuation du scrutin, à moins que l'on ait atteint l'extrême limite du délai légal.

Le vote doit être fixé par écrit, par le tabellion ou les scrutateurs ; il doit être secret absolu et déterminé. Au scrutateur qui l'interroge, l'électeur doit répondre ou inscrire sur son bulletin : « *Ego talis in talem consentio et ipsum eligo in episcopum et pastorem* » ou toute autre formule équivalente. Tout vote conditionnel, alternatif ou incertain est nul¹. L'électeur ne peut notamment voter par blanc-seing pour l'élu de la majorité.

Toutes les règles énoncées jusqu'ici, nous montrent comment le droit canonique s'efforce d'assurer la liberté, la sincérité, la canonicité de l'élection. Ce ne sont pas là cependant les seules mesures prises à cet égard.

L'élection doit être libre, les électeurs doivent être indépendants du pouvoir séculier². Les laïques, nous le savons, ne peuvent faire partie du collège électoral, à quelque titre

1. C. 2, in VI^o, I, 6.

2. C. 14, X, I, 6.

que ce soit, et leur participation au vote entraîne *ipso jure* la nullité de l'élection¹.

Une décrétale d'Innocent III édicte en outre que : celui qui a consenti à l'élection faite de sa personne par abus du pouvoir séculier est inéligible et ne peut être élevé à aucune dignité sans une dispense du pape, et, que ceux qui ont pris part à une telle élection sont pendant trois ans suspens de leurs charges et bénéfices et privés du droit d'électeur².

Plus tard, Grégoire X au concile de Lyon de 1274, prescrit que celui qui tire vengeance de ce que les électeurs n'ont pas élu à une église le candidat qu'il leur avait recommandé en pillant les biens de l'Église ou en molestant les électeurs est *ipso facto* frappé d'excommunication³.

Toute élection entachée de simonie est nulle de plein droit, même si l'élu n'est pas complice de la simonie⁴.

Le droit canonique réprouve les élections tumultueuses ; en particulier celui qui est accusé de s'être fait élire « *ad clamorem populi* » doit être écarté du siège épiscopal⁵. Cette règle, insérée au *Corpus juris* est empruntée au Concile de Sardique de 343 : « Les Pères de Sardique ont en vue les ariens et les eusebiens qui, par leurs manœuvres s'ingéniaient à créer un parti dans la ville, en vue de s'emparer du siège épiscopal... Dans le *Corpus* on a ajouté ces mots : *nisi hoc pœnituerit*, c'est-à-dire, le coupable ne doit plus recevoir la communion laïque, pas même à l'article de la mort, s'il n'a pas fait pénitence de son péché... Cette mitigation ne se trouve pas dans le texte grec ; d'où l'on peut

1. C. 51, 56, X, I, 6 ; C. 2, X, III, 7.

2. C. 43, X, I, 6.

3. C. 12, in VI^o, I, 6.

4. C. 12, 59, X, I, 6 ; C. 23, 33, X, v, 3.

5. C. 2, X, I, 6.

présumer qu'elle a été introduite par Raymond de Penafort, en vue de mettre ce canon en harmonie avec la discipline du Moyen Age¹ ».

Enfin le droit canonique prend des dispositions contre le danger des « capitulations électorales ». Il est d'usage dans certaines églises, que les candidats, avant l'élection, prêtent serment d'observer les statuts et les coutumes locales, s'ils sont élus. Nicolas III rappelle que certains de ces statuts, certaines de ces coutumes renferment des clauses illicites ou attentatoires à la liberté de l'Église. En conséquence, le serment d'observer de telles dispositions est prohibé, il ne peut lier celui qui l'a prêté, il ne l'oblige que pour tout ce qui est conforme à la discipline et à la liberté ecclésiastique².

Quant à ceux qui élisent un indigne, ils sont non seulement privés de leur droit d'électeur, comme nous l'avons vu, ils sont aussi inéligibles et suspendus de leurs bénéfices pendant trois ans, sauf à prouver qu'ils n'ont pas agi en connaissance de cause³. Boniface VIII édicte que ces dits

1. HEFELE. *Histoire des conciles*. Traduction française par un religieux bénédictin de l'abbaye Saint-Michel de Farnborough (dom Leclercq). Paris, 1907, tome I^{er}, p. 762.

2. C. 27, X, II, 24 ; C. 1, in VI^o II, 11.

Ces « capitulations électorales » étaient également en usage dans l'élection de l'empereur ; le prince pour être élu devait se soumettre à certaines conditions. Elles apparaissent pour la première fois en 1519, lors de l'élection de l'empereur Charles V, quoique pourtant on en trouve des traces dès le IX^e siècle.

Elles continuèrent à être usitées en Allemagne dans les élections épiscopales, malgré les prohibitions d'Innocent III et de Nicolas III et les papes du XV^e au XVII^e siècle durent souvent réagir contre ces abus.

F.-H. VERING, *Lehrbuch des katholischen, orientalischen, und protestantischen Kirchenrechts*. Freib. in. Brigg., 1893, p. 582, note 14.

3. C. 7, 20, 25, 26, 40, X, I, 6 ; C. 37 in VI^o, I, 6.

électeurs, tout en s'exposant à certaines peines ne perdent pas le droit d'élire, si leur vote n'a pas entraîné l'*electio communis*¹.

La déposition des votes terminée, les scrutateurs, le tabellion et les témoins reviennent vers le groupe des électeurs. Ils procèdent alors au dépouillement du scrutin et donnent lecture des votes recueillis ; c'est la *publicatio scrutinii* imposée par le concile de Latran. « *Mox publicent in communi*²... » A partir de ce moment les électeurs ne peuvent plus revenir sur leur vote : leur suffrage est acquis³.

1. C. 7, in VI^o, I, 6.

2. C. 42, X, I, 6.

3. C. 58, X, I, 6.

CHAPITRE III

La Collatio. — La Major et sanior pars¹

Après la publication du scrutin a lieu une sorte de pointage comparatif des voix : la *collatio votorum*.

Le droit canonique en effet, se méfie de la loi brutale du nombre ; il cherche à la tempérer en y introduisant un élément moral.

Pour qu'un clerc soit élu, il ne lui suffit pas d'avoir la majorité des suffrages, la *major pars*, il lui faut, en outre, la plus saine part, la *sanior pars* : *is eligatur, collatione habita, in quem major et sanior pars capituli consentit*². C'est là un trait caractéristique de l'élection canonique.

§ I. — LA MAJOR ET SANIOR PARS

DIFFICULTÉS

AUXQUELLES DONNE LIEU SON INTERPRÉTATION

Le calcul de la majorité, la *collatio numeri ad numerum* est chose facile. Mais ce n'est pas la majorité relative, c'est

1. MANDAG, *op. cit.*, chap. XXI-XXXIII ;

O. GIERKE, *op. cit.*, p. 322 et suiv. ;

ESMEIN, *L'unanimité et la majorité dans les élections épiscopales dans les Mélanges Fitting*, tome I^{er}, p. 355 et suiv.

2. C. 42, X, 1, 6.

la majorité absolue qui est requise : *non enim sufficit quod habeat maiorem partem habito respectu ad alios ; imo est necesse quod habeat maiorem partem totius capituli*¹ ».

L'estimation de la *sanior pars* est beaucoup plus délicate. Saint-Léon, dans une épître à l'évêque de Salonique indique déjà ce qui doit guider le choix du supérieur au cas où un candidat n'a pas réuni l'unanimité des voix : *si forte quod nec reprehensibile, nec inreligiosum judicamus, vota eligentium in duas sese diviserunt partes, in metropolitani iudicio alteri preferatur qui maioribus juvatur studiis et meritis ; tantum ut nullus detur invidis et non petentibus, ne plebs invita episcopum non optatum contempnat aut oderit...*² ».

Les décrétalistes vont reprendre ces éléments.

L'appréciation de la *sanior pars* nécessite d'abord l'examen des intentions des électeurs. Celui ou ceux qui font la collatio doivent se demander dans quel esprit les électeurs ont voté, s'ils étaient réellement inspirés par le zèle ou si au contraire ils n'ont pas cédé à des brigues, à des calculs temporels, si le suffrage de tel électeur plus avancé en âge ou plus ancien dans les ordres ne doit pas prévaloir sur la voix d'un autre électeur. Cet examen des consciences, c'est la *collatio zeli ad zelum*.

Puis a lieu la collatio *meriti ad meritum*, c'est-à-dire l'examen de la compétence et des qualités respectives des candidats³.

Numerus, zelus, meritum, tels sont les trois éléments à

1. MANDAG, *op. cit.*, chap. xxxiv, glose sur le mot *major*.
GOFF. DE TRANO, *de Elect.*, n° 9 ; HOST, *de Elect.*, n° 13 ; C. 48, 50, 55, X, I, 6 ; C. 23, in VI^o, I, 6,

2. Dec. Grat., C. 36, D. LXIII.

3. Panorm. *de Elect.* s. C. 57, X, I, 6, nos 11 et 12.

examiner et à peser pour le calcul de la *major et sanior pars*.

Sur l'interprétation du concile de Latran, les canonistes ne sont pas d'accord.

La première opinion que nous rencontrons est que pour être élu, un candidat doit avoir à la fois la *major et la sanior pars*. Dans le cas où un candidat a pour lui la *major pars*, un autre la *minor*, quoique *sanior*, ni l'un ni l'autre ne sont élus comme ne répondant pas aux conditions requises par le concile de Latran : « *Non ergo sufficit sanioritas, nisi etiam concurrat majoritas*¹ ». Telle semble être la pensée d'Honorius III².

À côté de cette stricte interprétation, existe une doctrine différente, d'après laquelle la minorité au cas où elle est *sanior*, peut l'emporter sur la majorité numérique. Le décret de Gratien la reproduit déjà dans un texte emprunté à la règle de Saint-Benoît : « *In ordinatione prepositi semper consideretur ratio, ut is constituatur quem omnis concurs congregatio secundum timorem Dei, sive etiam pars congregationis (quamvis parva) saniori consilio elegerit. Vitæ autem merito et sapientia eligatur qui ordinandus est, etiamsi ultimus fuerit in congregatione*³... »

C'est l'enseignement de Goff. de Trano : « *Cum a diversis partibus electio celebratur, aliquando numerus unius partis præferetur auctoritati alterius partis, aliquando auctoritas numero. Aliquando excessus numeri ex una parte cum auctoritate partis alterius præminente comparatur. In quo dicendum est quod si multum excedat, succumbit numerus et præfertur auctoritas. In quot autem numerus excedere debeat ut præferatur auctoritati, vel ut succumbat, vel ut æquiparetur*

1. PANORM., de Elect., s. c. 42, X, 1, 6, n° 7 ; s. C. 57, X, 1, 6, n° 13.

2. C. 57, X, 1, 6.

3. Dec. Grat., C. 14 D LXI.

*auctoritati non invenio determinatum in jure, et ideo relinquo in arbitrio judicantis*¹ ».

C'est aussi la doctrine de Mandagout : « *Cum sit sanior in hac parte, et ideo debet prævalere*²... »

Hostiensis nous présente un autre système. Il reprend une idée déjà émise par deux décrétistes, J. Hispanus et Bernard de Pavie³, à savoir que *meritum, zelus et numerus* constituent trois facteurs égaux de l'élection et qu'en sorte celui qui réunit deux de ces éléments doit être considéré comme élu : « *Hoc autem intellige, si ex una parte sit zelus et numerus, nam vincent merita ex altera parte meliora. Idem est si numerus et merita, dummodo digna sint, et idem videtur si zelus et merita.* » Ce même Hostiensis conseille cependant que chaque parti, en cas de partage, proclame son candidat élu ; au supérieur ensuite à trancher le différend : « *Quid si partes sint in capitulo et dissensio... tutius est quod non detur potestas (inquisitoribus) quousque collatio facta fuerit, et tunc, si discordia sit, debet quælibet pars potestatem dare uni de suis qui primam vocem habet, ut vice omnium partis suæ eligat et ultra vel neutra valeat, superior determinabat*⁴ ».

1. GOFF. DE TRANO, *de Elect.*, n° 17.

2. MANDAG, chap. xxxiv, glose sur les mots *standum esset*. Dans deux décrétales, d'Innocent III et de Grégoire IX, le candidat de la minorité est élu, celui de la majorité rejeté ; mais il est à remarquer que dans ces deux cas, le candidat de la majorité numérique est un indigne et que par conséquent son élection est nulle *ipso jure*.

3. SCHULTE, *Die Geschichte der Quellen und Litteratur des canonischen Rechts*. Stuttgart, 1875, tome I^{er}, p. 176, note 6 ; BERNARD DE PAVIE, *Summa decretalium*. Ed. Laspeyres, Ratisbonne, 1861, p. 315-16.

4. HOST., *de Elect.*, n° 13.

A cette première difficulté d'interprétation s'en ajoute une autre.

La collatio est une formalité essentielle, son omission entraîne la nullité de toute la procédure¹. Mais quand il y a unanimité, doit-on procéder à la collatio ? Y a-t-il même possibilité de collatio ?

Bernard de Compostelle ne croit pas qu'il y ait lieu dans ce cas à aucune collatio ; c'est aussi, semble-t-il, l'avis de J. André. Innocent IV admet une collatio *de merito et de zelo*, mais non de *numero* : *quia paret de ipso*, nous dit-il. Mandagout admet la triple collatio ; mais alors l'opération est de beaucoup simplifiée ; celui ou ceux qui en sont chargés se borneront à examiner si tous les membres du collège électoral ont été cités, si tous sont présents, la raison pour laquelle le suffrage d'un électeur n'est pas pris en considération ; ensuite, si le candidat est idoine et si les électeurs sont animés d'un bon zèle. Et comme dans ce cas, il n'y a à faire ni calcul de voix, ni comparaison de zèle et de mérite, on ne dira plus collatio *zeli ad zelum, meriti ad meritum, numeri ad numerum*, mais tout simplement collatio *zeli, meriti, numeri*².

Qui doit faire la collatio ? Les scrutateurs ou celui d'entre eux qui en a reçu spécialement le pouvoir ; ce peut être aussi celui qui a la *prima vox* du collège électoral, ou le membre de l'assemblée qui en a reçu le mandat exprès ; ce peut être même à défaut de mandataire un membre quelconque du corps électoral pourvu qu'il n'y ait aucune opposition à son égard.

1. C. 42, 50, 55, X, 1, 6.

2. MANDAG, *op. cit.* chap. xxxi, glose sur les mots *zeli, meriti, numeri* ; chap. lix, forma 7, glose sur le mot *numeri*.

II. — RÉACTION EN FAVEUR DE LA LOI DU NOMBRE

Une réaction en faveur de la loi du nombre ne tarda pas à se produire.

Un ancien décrétaliste, Guill. Naso soutient déjà qu'il ne faut s'attacher qu'au nombre, et l'on cherche à expliquer son opinion : « *Tamen Guillelmus Naso dixit semper standum majori numero : frater Guillelmus Farochia, sholaris suus excusando illum ipsum scripsit quod forte Gregorianæ falsam litteram continebant*¹. »

Goff. de Trano, nous l'avons vu, n'admet pas que l'autorité puisse triompher d'une majorité considérable.

Certains canonistes admettent que le nombre entraîne avec lui une présomption d'autorité, de zèle et de mérites, mais que cette présomption peut être renversée par la preuve contraire : « *Nota quod major pars numero præsumitur sanior. Præsumitur enim in dubio pro numero... hæc tamen præsumptio admittit probationem in contrarium*². »

Mandagout lui-même, nous dit : « ... *item præsumitur zelus melior, ubi est major numerus*...³ »

Les décrétales, elles aussi, reproduisent la même idée : « *Computato G. prædicto, majorem capituli partem habebat, et per hoc debebat pars sua sanior reputari, quum, ubi major numerus est, zelus melior præsumatur*⁴. »

Enfin cette présomption est considérée comme particulièrement forte, lorsqu'un candidat obtient les deux-tiers des voix ; c'est la pensée d'Innocent III « *Alioquin, cum in eum non solum plures, sed duæ pœne partes conve-*

1. Host., de elect., n° 13.

2. PARNORM, de Elect., s. C. 57, X, 1, 6, n° 4.

3. MANDAG, op. cit., chap. xxxi, glose sur les mots *ad zelum*.

4. C. 57, X, 1, 6.

*nerint et impedimentis cessantibus, quod eum bono zelo elegerint*¹... ».

D'ailleurs ce chiffre avait été choisi comme emportant l'élection du pape², lorsqu'on s'écarta de la règle de l'unanimité, la loi du nombre s'imposait alors, car il n'y avait pas de supérieur pour confirmer l'élection.

Cette solution en faveur de la majorité des deux-tiers reçut sa consécration législative dans le concile de Lyon de 1274.

Désormais la majorité des deux-tiers est présumée *juris et de jure sanior*, et, ni la minorité, ni son élu ne peuvent tenter de faire casser le vote de la majorité, en alléguant un défaut de zèle ou d'autorité³.

Le système antérieur cependant n'est pas entièrement aboli. La règle de la *major et sanior pars* reste en vigueur, chaque fois qu'aucun candidat n'a réuni les deux tiers des voix. De plus comme auparavant, au cas où la majorité élit sciemment un indigne, le candidat de la minorité est élu, s'il est idoine⁴.

Simple en apparence, cette formule était en réalité imprécise. Elle fut au Moyen Age la source d'interminables discussions, de querelles orageuses au sein des chapitres cathédraux. La Papauté intervenait alors, soit sur appel, soit de sa propre autorité pour trancher le différend. Souvent elle écartait les candidats des électeurs, pour nommer directement à l'évêché un candidat de son choix. En favorisant ainsi par leurs dissensions l'intervention de Rome, les chapitres contribuaient comme nous le verrons, à la décadence de leurs prérogatives électorales.

1. C. 22, X, 1, 6.

2. C. 6, X, 1, 6.

3. C. 9, in VI^o, 1, 6.

4. C. 22, 53, X, 1, 6.

CHAPITRE IV

L'Electio¹

L'Electio, c'est la déclaration formelle faite après la collatio au nom de tous, en présence de tous que le candidat du chapitre est élu.

Le droit canonique ne considère pas l'élection comme résultant d'un consentement successif donné par les électeurs. L'élection est un acte collectif ; elle appartient non aux membres du collège électoral séparément, mais à la personne morale, au Chapitre. « *Electio est penes capitulum et non singulos, et tamen singuli coeligunt*² ». Le « *consensus communis* » suivant l'expression des canonistes est requis pour la validité de l'élection « *quia singulares consensus nos valent, licet unanimes sint*³ ».

L'élection ne peut se faire, qu'une fois le chapitre réuni en assemblée solennelle, « *per congregatos* » « *capitulariter* »

1. O. GIERKE, *op. cit.*, p. 312 et suiv. ; V. WRETSCHKO « *Die Electio communis im Mittelalter* » *op. cit.*

2. INNOCENT IV, *op. cit.*, s. c. 13, X, 1, 31.

3. HOST., *de elect.*, n° 4.

Les électeurs peuvent avoir des droits distincts de la corporation dont ils sont membres. L'élection ne peut être que « *communis* », tandis que la *translatio eligendi potestatis in compromissarios* peut émaner des « *consensus singulares omnium singulorum* ». « *Licet electio sit universitatis, tamen translatio potestatis non est solum universitatis, sed et singulorum, quia jura quæ singuli habent*

« *collegialiter* » ; les électeurs doivent « *simul et communiter, non separatim consentire*¹ ». Mais ce n'est que par la proclamation solennelle de l'élection, faite en présence de tout le collège électoral, par un membre de ce collège, que se manifestera pleinement la volonté collective — le *consensus communis* » — Cette proclamation, c'est l'*electio communis* ou *per unum*. C'est l'acte essentiel, sans lequel la procédure est nulle².

§ I. — DISTINCTION ENTRE LA « NOMINATIO »
ET L' « ELECTIO »

Les sources de la fin du XII^e et du XIII^e siècles, sauf quelques exceptions, distinguent d'une façon très caractéristique les premiers actes de la procédure, scrutin, collatio, publicatio, de l'*electio* proprement dite.

Le candidat de la *majoritas* n'est après la collatio que « *nominatus* », « *eligendus* » ; ce n'est qu'après l'*electio* qu'il est « *electus* ».

En parlant du scrutin, les décrétales et les canonistes

transferuntur, licet Vincentius contradicat, dicens quod non debent esse translationes potestatis, sicut nec singulares electiones », — et alors, la *translatio* peut indifféremment être donnée par ces formules « *Ego vice capituli do potestatem* » « *nos capitulum damus* », ou encore « *do tibi potestatem* ». G. DUR. de *elect.*, § 2, nos 5-6, GIERKE, *op. cit.*, p. 314, note 208.

C'est parce que le droit de suffrage fait partie des *jura singulorum*, que l'électeur ne peut en être privé par la majorité et que l'unanimité est requise pour l'application du compromis. Cf. *supra*, chap. II, § 3.

1. Cf. *supra*, p. 21 ; O. GIERKE, *op. cit.*, p. 313.

2. C. 55, 58, X, I, 6 ; C. 21, in VI^o, I, 6 ; GOFF. DE TRANO, de *elect.*, n^o 9 ; INNOCENT IV, s. C. 55, X, I, 6 ; HOST., de *elect.*, nos 4, 13 ; G. DURAND, de *elect.*, §, 1, 13, 25, 32 ; § 2, 5-8 ; § 3, 1-4, 7 ; MANDAG, *op. cit.*, chap. XXXIV.

emploient les expressions « *vola transferre* », « *oculos dirigere* », « *convenire* », « *nominare* » et non pas « *eligere* ».

M. de Wretschko nous montre dans un de ses articles comment les textes ont mis ces termes en opposition marquant bien par là qu'il s'agit de deux séries d'actes bien différents¹.

Innocent III écrit à la collégiale de Sutri : « *Quum ecclesia Sutrina pastore vacaret, vos convenientes in unum, et sicut moris est, Spiritu sancti gratia invocata, pastorem unanimiter elegistis*² ».

Le même pape dans une autre de ses décrétales distingue encore plus nettement le *nominatio* de l'*electio*. « ... *Verum quum ex prima electione quæ facta est de tribus, dicenda videtur potius nominatio (quam electio)*³... »

Grégoire X confirmant l'élection de Pierre de Montbrun à l'archevêché de Narbonne dit : « ... *Iidem compromissarii vero secedentes in partem, deliberatione prehabita, diligenter in N... unanimiter convenerunt, ipsumque prædictus Magister Guil. pro se ac vice collegarum suorum et de ipsarum speciali mandato elegit in Narbonensem episcopum et pastorem*⁴... »

Goff. de Trano enseigne : « *Facta publicatione votorum et collatione secula... certum est et expeditum, quis sit eligendus quia is est, in quem major et sanior pars consensit. Sed si partes quæ consentiunt sint æquales ? Et tunc etiam eligendus est is, qui dignior esse videtur. Nam pars illa, quæ in scrutinio nominat digniorem, in meliori zelo consistit.* » Et plus loin « *Et sciendum est quod post consensus adhibitos in scru-*

1. V. WRETSCHKO, « *Die electio communis im Mittelalter* », *op. cit.*

2. C. 3, X, II, 12.

3. C. 28, X, I, 6.

4. V. WRETSCHKO, *op. cit.*, p. 349, note 1.

*tinio, mox fieri debet publicatio in communi et post publicationem et collationem electio*¹. »

L. de Somercote désigne les membres du collège électoral comme n'étant que des « *nominantes* », le candidat avant l'électio « *nominatus* » et la procédure postérieure à la collatio : *l'electio generalis ou communis*.

Hostiensis nous dit que la collatio se fera d'après le « *ze-lus et merita nominandorum et nominatorum*² ».

§ II. — L'ELECTIO. — LA PROCÉDURE

L'électio est un acte solennel : c'est là son premier caractère. Les textes ne parlent pas seulement d'*electionem celebrare*, mais d'*electio solennis*, de *solemnitas electionis* d'*electio solenniter publicata*³.

Elle est de plus un acte formaliste.

Elle est proclamée le plus souvent par une seule personne en présence de tout le corps des électeurs. De là les expressions : *electio per unum*, *electio generalis*, *communis* ou *in communi*.

Elle est faite en termes sacramentels. Elle commence

1. GOFF. DE TRANO, *de Elect.*, nos 8 et 10.

2. HOST., *de Elect.*, n° 11.

L'on trouve cependant dans quelques textes ces expressions employées indifféremment ou jointes les unes aux autres comme si elles étaient synonymes. Mandagout par exemple nous montre l'électeur répondant au scrutateur qui l'interroge « *Consentio in N... ipsumque nomino et eligo* ». Ce canoniste conseille toutefois aux électeurs de ne pas employer le terme « *eligere* », dans cette phase de la procédure. Mandag, chap. xxvi. LIX, forma 7, glose sur le mot *eligo*, Innocent III dit dans une de ses décrétales « ... *et invocata Spiritu sancti gratia, solenniter nominent* », « *nominare* » étant pris ici dans le sens d'*eligere*. C. 14, X, 1, 6. Ces textes sont plutôt des exceptions.

3. C. 14, 28, X, 1, 6.

toujours par : « *In nomine Patris et Filii et Spiritus sancti* ». L'électeur rappelle comment l'Église s'est trouvée veuve, quel mode d'élection on a choisi, si le candidat a obtenu l'unanimité ou seulement la majorité, quels sont les mérites du candidat... Toujours la proclamation de l'élection contient la formule... « ... *Invocata Spiritus sancti gratia*... » souvent une invocation au saint, patron de l'Église. Puis l'électeur dit : « ... *Eligo talem episcopum*... » ou quelque autre formule analogue « ... *Eligo et provideo*..., *pronuntio, ou publico*¹ .»

Cette proclamation doit être fixée par écrit : *recitare, pronuntiare in scriptis*, disent les textes. : *Cautum est etiam in hac forma electionem scribere*, dit L. de Somercote, *et in scriptis recitare, ut verba omnia in ipsa electione necessaria competentius exprimantur*² ».

Qui fait l'electio ? C'est le membre du collège électoral qui possède ce droit *ex privilegio* ou *ex consuetudine*. Un tel privilège est plutôt rare ; Mandagout nous dit n'en avoir jamais rencontré. Aussi la charge de proclamer l'élection appartient-elle le plus souvent à celui qui a la *prima vox* du collège électoral, ou du moins de la majorité quand l'élection n'est pas unanime. A son défaut c'est celui, scrutateur ou compromissaire, qui en a reçu le mandat de ses collègues ou de ses cocompromissaires. Il se peut enfin que l'un des membres du collège électoral qui ne possède ce droit ni *ex privilegio* ni *ex consuetudine*, ni *ex mandato* se lève et de sa propre autorité proclame l'electio. Celle-ci dans ce dernier cas est considérée comme *electio communis*, s'il n'y a aucune opposition de la part des autres membres

1. MANDAG. , *op cit.* chap. LIX, forma 7 ; G. DURAND, *de Elect.*, § 1, n° 26, 28 ; § 2, n° 8.

2. L. DE SOMERC, *op, cit.*, p. 43.

du chapitre ; sinon elle ne vaudrait que comme *electio singularis*¹.

L'électeur doit faire l'élection non seulement en son propre nom, mais au nom du chapitre, ou de la majorité, quand l'unanimité n'existe pas ; dans le compromis, l'électeur doit la faire en son nom et au nom de ses cocommissaires. Il faut dire que sur ce point les canonistes, ont poussé très loin les subtilités.

Ainsi l'électeur qui proclame l'élection et qui en a la charge ou en a reçu le mandat peut dire simplement : « *Eligo talem* ou *eligimus talem* sans être tenu d'ajouter *nomine capituli aut nomine qui mecum consentiunt* ».

Celui qui au contraire fait l'élection de sa propre initiative, sans en avoir la fonction doit dire : « *Eligo talem nomine capituli aut nomine qui mecum consentiunt* » autrement, l'élection ne vaudrait que comme *electio singularis*².

De plus, nous avons vu que certains canonistes distinguent l'élection *per viam inspirationis* de l'élection *per quasi inspirationem*.

Or dans le premier cas, la proclamation de l'élection n'est pas une formalité indispensable : « *Nec erunt plures electiones et singulares, imo debet una et communis censeri propter unanimes voluntates et voces. Unde non est necesse quod postea detur potestas alicui, qui vice omnium ipsum eligat*³. »

Dans le second cas, au contraire, la déclaration solennelle de l'élection est de nécessité, sinon elle ne serait considérée que comme *electio singularis*.

1. MANDAG., *op. cit.*, chap. xxxiv.

2. MANDAG., *op. cit.*, chap. lix, forma 7 ; G. DURAND, *de Elect.*, § 1, n° 29 ; § 2, n° 8.

3. G. DURAND, *de Elect.*, § 3, n° 3, 6 ; MANDAG., *op. cit.*, chap. lii.

L'élection d'après le droit canonique est un acte qui doit être fait *uno tenore, uno contextu, in continenti*. A l'unité de temps et de lieu, doit se joindre l'unité d'action et, c'est aussitôt après la collatio que doit être proclamée l'*electio communis* : « *Nullo actu contrario intermedio*¹. »

L'élection proclamée, le notaire et les témoins rédigent leur procès verbal : c'est le *decretum electionis* que l'on envoie au roi, au supérieur chargé de confirmer l'élection, au candidat s'il est absent. Il est d'usage de chanter ensuite le *Te Deum*². Puis le résultat de l'élection est publié solennellement au clergé et au peuple : « *Electiones quoque clandestinas reprobamus ut quam cito electio fuerit celebrata, solemniter publicetur*³. »

1. C. 42, 36, X, I, 6.

GOFF. DE TRANO., *de elect.*, n° 11.

G. DURAND, *de elect.*, § 1 n°s 18, 25.

INNOCENT IV, s. C. 22, 23, X, I, 6.

2. MANDAG., *op. cit.*, chap. xxxv ; G. DURAND, *de Elect.*, § 1, n°s 37, 47 ; §. 2, 9-16.

3. C. 42, X, I, 6.

CHAPITRE V

La Notification de l'Élection à l'Élu

La Confirmation de l'Élection. — La Consécration

§ 1^{er}. — NOTIFICATION DE L'ÉLECTION A L'ÉLU

Les électeurs, selon les prescriptions de Nicolas III, doivent dans un délai de huit jours — *postquam commode poterunt* — présenter le décret d'élection à l'élu et lui demander son acceptation, sous peine de se voir privés pendant trois ans de tout bénéfice ecclésiastique dans le ressort de l'Église, de *cujus electione agitur*¹.

Le consentement ne doit pas être demandé au candidat avant l'élection, sinon elle serait nulle².

L'élu a un mois pour donner sa réponse à partir du jour de la notification de l'élection. Exceptionnellement, ce délai peut être prolongé : c'est le cas, par exemple, pour le religieux qui ne peut accepter la dignité épiscopale sans autorisation du supérieur³. S'il accepte, l'élu acquiert sur le siège épiscopal un *jus ad rem*, c'est-à-dire, un droit personnel à être pourvu de l'évêché, *jus ad petendum bene-*

1. C. 16, in VI^o, 1, 6.

2. C. 46, X, 1, 5.

3. C. 6, in VI^o, 1, 6.

*ficium*¹... « *Nam electus habet jus petendi confirmationem, imo publicato scrulinio variare nequeunt electores, sed ad eligendum cogendi sunt per superiorem*² ». S'il refuse, il perd ce droit et les électeurs peuvent procéder à une nouvelle élection³.

§ II. — LA CONFIRMATION DE L'ÉLECTION

Dans les trois mois qui suivent son acceptation, l'élu doit sous peine de déchéance solliciter du supérieur, c'est-à-dire du métropolitain ou du Pape, suivant les cas, la confirmation de son élection. Elle ne devra lui être accordée qu'après examen de la régularité de la procédure et de la capacité de l'élu, et, le droit décerne des peines sévères contre ceux qui enfreignent cette règle⁴.

La confirmation de l'élection de l'évêque est en principe de la compétence du métropolitain⁵. C'est la règle édictée par les Conciles d'Arles en 451⁶, de Clermont en 535⁷. Le 4^e concile d'Orléans en 541⁸ demande que l'évêque soit ordonné dans sa propre ville et dans son Église, ou tout au moins dans sa province en présence du métropolitain et avec son consentement. Le 5^e concile de Paris en 615⁹ casse l'ordination de l'évêque, si elle a été faite sans l'autorité du métropolitain.

1. C. GROSS, *das Recht an der Pfründe*. Graz, 1887; REIFFENS-TUEL, *op. cit.* p. 320-321.

2. GOFF. DE TRANO., *de Elect.*, n° 31.

3. C. 46, X, I, 6.

4. C. 3, 19, 44, X, I, 6 ; C. 6, 44, in VI^o, I, 6.

5. THOMASSIN, *Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise*, Paris, 1679-81, part. II, liv. II, chap. xxxix.

6. MANSI, Can. 5., t. VII, col. 879.

7. — Can., 2, t. VIII, col. 860.

8. — Can., 5, t. IX, col. 114.

9. — Can., 1, t. X, col., 539-40.

Le droit des décrétales conserve ce droit au métropolitain¹.

Certaines églises cathédrales cependant dépendent immédiatement de Rome, tel est le cas de l'église de Bamberg, qui lors de sa fondation fut soumise directement au pape².

Le délai de confirmation pour ces églises est réduit à un mois. L'élu doit alors comparaître en personne à la cour pontificale pour solliciter sa confirmation ; s'il ne le peut, il doit envoyer des représentants qui fourniront tous les renseignements nécessaires sur les opérations de l'élection et la personne de l'élu. S'il est en retard de plus de vingt jours sur la date à laquelle il aurait dû se présenter ou se faire représenter, il perd tous ses droits et l'élection est non avenue.

Si dans la province, il se trouve un légat *a latere*, il pourra donner confirmation de l'élection³.

Quant aux métropolitains, c'est du concile provincial qu'ils devaient suivant l'ancien droit, recevoir confirmation de leur élection⁴. Le 2^e concile d'Orléans de 533⁵ veut que le métropolitain soit ordonné par tous les évêques de la province suivant l'ancienne coutume ; le 3^e concile d'Orléans de 538⁶ demande qu'il le soit par un autre métropolitain, en présence de tous les évêques de la province. Cependant le droit des décrétales réserve au Pape la confirmation des métropolitains, et Thomassin nous donne la raison de ce changement dans la discipline

1. C. 20, 21, 32, X, I, 6 ; C. 2, X, I, 7 ; GOFF. DE TRANO, *de Elect.*, n° 23 ; HOST., *de Elect.*, n° 27.

2. THOMASSIN, *op. cit.*, part. IV, liv. II, chap. LI.

3. C. 16, 36, in VI^o, I, 6.

4. THOMASSIN, *op. cit.*, part. II, liv. II, chap. XL.

5. MANSI, Can., 7, t. VIII, col. 836.

6. — Can., 3, t. IX, col. 12.

de l'Église : « Le Concile provincial ne s'assemblant plus même pour l'élection du métropolitain, il fallait bien recourir au supérieur pour examiner et confirmer l'élection faite par le chapitre de l'église métropolitaine. Le métropolitain pouvait bien lui seul confirmer l'élection de ses suffragants, mais nul de ses suffragants ne pouvait confirmer celle du métropolitain. C'est donc le désistement des conciles provinciaux ou la cessation des assemblées d'évêques de toute la province pour les élections épiscopales qui a mis l'église dans la nécessité de recourir au pape pour la confirmation des métropolitains¹. »

L'élu, tant qu'il n'a pas reçu confirmation de son élection n'a pas compétence pour faire acte d'administration ou de juridiction dans son diocèse. C'est là une règle importante que maintes fois, les papes, les conciles et les canonistes ont rappelée. Celui qui viole cette règle voit non seulement son élection annulée, mais de plus il devient indigne d'être réélu à l'avenir — *quia tunc prior electio censetur cassata vitio personæ* — ; les actes accomplis par lui, sont privés de tout effet, et le pape Grégoire X condamne ceux qui pour éluder cette loi se font donner l'œconomat, la procuration ou le vicariat du diocèse². Plus tard, Boniface VIII édicte que l'évêque confirmé par le Pape, s'il a un *jus in re*, ne peut cependant réclamer l'obéissance de ses subordonnés, qu'après leur avoir montré ses bulles³.

C'est par la confirmation de son élection en effet, que l'évêque obtient le droit d'administration et de juridiction

1. THOMASSIN, *op. cit.*, part. IV, liv. II, chap. LI.

2. C. 9, 17, 44, X, I, 6; C. 5, in VI^o I, 6; REIFFENSTUEL., *op. cit.*, p. 322.

3. C. 1 Extravag. comm. I, 3.

sur son diocèse. L'acceptation de son élection ne lui donne qu'un *jus ad rem*... « ... *post consensum autem suum ante confirmationem posset, cum habeat tenue jus*¹ » ; la confirmation lui confère un *jus in re*, un *plenum jus*². « *Per confirmationem acquirit electus ea, quæ ad administrationem et jurisdictionem pertinent... secus in electo confirmato, cui generaliter conceditur administratio temporalium et spiritualium rerum, qui potest in judicio agere, defendere*³... »

« *Confirmationem ; nota quod electus quam cito est confirmatus sine alia possessione vel investitura vel stallatione statim potest administrare res ecclesiæ suæ in temporalibus et spiritualibus tam in colligendis fructibus, quam in actionibus intentandis nomine ecclesiæ suæ, ut hic ; sine confirmatione autem hoc non potest, nisi clerici sint in ecclesiis exemplis, qui sunt in partibus remotis... de talibus ; ex quo enim electus est et confirmatus, potest dare præbendas, dignitates et honores et alia disponere de rebus ecclesiæ... et juramentum recipere a vasallis..., suspendere, interdicere, excommunicare, ut hic*⁴ ».

Cette règle, que les élus ne peuvent s'ingérer dans le gouvernement de leur diocèse avant d'avoir été confirmés fait exception, pour ceux qui ont obtenu une dispense expresse du pape : « ... *isti ex sola electione administrationem habent a Papa et sic administrare possunt ac si prælati essent confirmati*⁵. », ainsi que pour les évêques soumis immédiatement à Rome, dont le siège est en dehors de l'Ita-

1. INNOCENT IV., s. C. 2, X, I, 7.

2. Cf. C. GROSS., *op. cit.*

3. GOFF. DE TRANO, *de Elect.*, n° 29-31.

4. INNOCENT IV., s. c. 15, X, I, 6.

5. INNOCENT IV., s. c. 44, X, I, 6.

lie et dont l'élection a été faite *in concordia*. Ces élus peuvent alors administrer tant au spirituel qu'au temporel, sauf à ne rien pouvoir aliéner des biens de l'Église : « *Si electio fuerit in concordia, dispensative propter necessitates ecclesiarum et utilitates in spiritualibus et temporalibus administrent ; sic tamen ut de rebus ecclesiis nihil penitus alienent*¹ ». Les métropolitains non italiens jouissent de la même faveur ; cela résulte d'une décrétale d'Innocent III, qui autorise les élus d'Angleterre, de France et d'Allemagne à administrer leur église avant la confirmation du Saint-Siège².

La confirmation rend l'élection définitive. Elle marque l'union de l'évêque et de son église, sorte de mariage spirituel que seul le pape peut rompre pour cause grave : « *sic et spirituale fœdus conjugii, quod est inter episcopum et ecclesiam, quod in electione initiatum, ratum in confirmatione et in consecratione consummatum, sine illius auctoritate solvi non potest, qui successor est Petri*³... »

§ III. — LA CONSÉCRATION

Le concile de Chalcédoine de 451, inséré au Décret de Gratien prescrit que l'élu, une fois confirmé doit se faire consacrer par le métropolitain, assisté de deux évêques de

1. C. 44, X, 1, 6 ; C. 42, in VI^o, 1, 6.

2. C. 13, X, 1, 6, *Antiq. collect. decret* ; C. 28, X, 1, 6.

3. C. 2, 4, X, 1, 7.

Sur la question de savoir si un évêque simplement élu et non confirmé peut prendre place parmi les autres évêques, Thomassin rapporte ce fait que l'archevêque élu de Brême s'étant présenté au Pape Alexandre III pour être confirmé et ordonné, ce Pape le fit asseoir d'abord entre les archevêques avec la mitre et les ornements pontificaux. Il fut ensuite rejeté, parce qu'il était seulement

la province dans les trois mois à partir du jour de la confirmation¹.

Par la consécration, l'évêque acquiert le pouvoir d'ordre² pouvoir qu'il conservera à tout jamais, même si plus tard il se sépare de l'Église. Enfin, en même temps que le sacre ou après, a lieu l'intronisation, qui est pour le nouvel évêque, la mise en possession de son église³.

acolythe au temps de son élection. « Mais cela n'empêche pas, dit Thomassin, que le pape n'eut jugé, qu'avant sa consécration il devait prendre rang entre les évêques et être orné des mêmes habillements ». THOMASSIN., *op. cit.*, p. IV, liv. II, chap. LI.

1. C. 2, D LXXXV ; C. 5, DLI, C. 7, X, I, 6.

2. C. 15, X, I, 6 ; C. 42, X, I, 6.

3. Guillaume le Maire, évêque d'Angers (1291-1317) a lui-même raconté en détail les cérémonies de son installation. Son récit est en parfaite conformité avec la théorie de l'élection que nous venons d'énoncer et il nous montre que toutes ces formalités étaient observées avec le plus grand soin.

Cf. *Le Liber Guillelmi Majoris*, publié par M. Célestin Port. *Mélanges historiques*, tome II, (Collect. des doc. inédits, sur l'Hist. de France).

CHAPITRE VI

La Postulatio

Les électeurs peuvent dans certains cas s'adresser au pape à l'effet d'obtenir pour prélat un sujet qui, en raison de quelque empêchement canonique, n'est pas éligible. Ce mode extraordinaire d'élection, c'est la *postulatio*¹.

Ne peuvent être postulés que l'évêque ou l'archevêque d'un autre diocèse² : il y a là en effet, une union que seul le pape peut briser ; le candidat de naissance illégitime³, celui qui n'a pas reçu les ordres majeurs ou qui n'a pas encore atteint l'âge requis pour l'épiscopat⁴.

Les excommuniés, ceux qui ont violé l'interdit du pape⁵, les bigames, les incestueux, les criminels, les simoniaques, et en général tous ceux qui sont inéligibles *ex vitio corporis, vel animi* ne peuvent être postulés⁶.

1. C'est la *postulatio solennis* que les canonistes distinguent de la *postulatio non solennis* et dans laquelle le simple consentement du supérieur est requis, et non plus la dispense d'un empêchement canonique : c'est le cas pour le moine par exemple qui ne peut accepter la dignité épiscopale sans l'agrément de son supérieur. C. 6. in VI^o I, 6. ; PANORM., *de Post.*, n^o 34 ; REIFFENSTUEL., *op. cit.*, p. 303-304 ; HINSCHIUS, *op. cit.*, p. 678, note 1.

2. C. 4, 6, X, I, 5.

3. C. 20, X, I, 6.

4. MANDAG., *op. cit.* chap. LIII ; L. DE SOMERC., *op. cit.*, p. 46.

5. C. 1, X, I, 5.

6. REIFFENSTUEL, *op. cit.*, p. 308 et suiv.

Les électeurs qui postulent, ont libre choix entre les deux formes suivantes : ou bien, désigner leur candidat suivant l'une des trois formes d'élection, quasi inspiratio, compromis, scrutin, et adresser ensuite la postulation au supérieur ; ou bien commencer par postuler, c'est-à-dire, par demander au pape dispense pour leur candidat et procéder ensuite à l'élection¹.

La postulation se fait en principe à la majorité ordinaire ; mais, au cas où une portion du chapitre élit un candidat et que l'autre en postule un autre, elle ne l'emportera sur l'élection que si elle a une majorité des deux-tiers².

Ceux qui sciemment postulent un candidat indigne d'être postulé ou qui réitèrent une postulation cassée antérieurement *vitio personæ*, ou qui acceptent dans l'administration du diocèse un postulé auquel la dispense n'a pas encore été accordée, sont privés de leur droit d'électeur. Le candidat de ceux qui ne sont pas frappés de censure est élu, même s'ils sont en moindre nombre. Si la postulatio est refusée, c'est au Pape qu'appartient la collation de l'évêché³.

Au scrutateur qui l'interroge, l'électeur doit répondre : « *Consentio in N... et postulo* » et non pas « *eligo* », ou en cas de doute : « *eligo et postulo* ». Toute autre formule ambiguë : « *Eligo postulando* ou *postulandum* », « *postulo eligendo*, ou *eligendum* » est prohibée à peine de nullité de l'élection⁴.

De sa nature, la postulation est une grâce — *gratiæ*

1. MANDAG., *op. cit.* chap. LV.

2. C. 3, X, 1, 5 ; C. 40, X, 1, 6.

3. C. 2, X, 1, 5 ; C. 23, 40, X, 1, 6 ; C. 18 in VI^o, 1, 6.

4. C. un. in VI^o, 1, 5.

*petitio*¹ — c'est la son caractère fondamental. Il en résulte cette conséquence importante que la postulation à la différence de l'élection ne confère au candidat aucun *jus ad rem*². « *Quæstio : sed quæ est ratio, quare postulatio soli gratiæ nîlîtur ? Responsum fuit a glosantibus in jure canonico : ideo quia per postulationem nullum jus acquiritur postulato... Oppositio : sed instatur quod eadem ratio attenderetur in electione : nam per electionem nullum jus acquiritur electo, nec per nominationem nominato... Respondeo, non bene opponitur in electo, nam per electionem tribuitur jus electo, quia potest prosequi jus suum, quod non est in postulato vel nominato... Item si non esset jus acquisitum electo, jam electores possent variare, sed contrarium est, ut supra dixi, soli ergo gratiæ innîlîtur postulatio et est argumentum, quod ex illa postulatione nulla proficiscatur actio, vel nullum jus quæeratur postulato, sed totum pendeat ex prætoris cognitione*³... »

« ... *Et hoc verum est in electis et in postulatis non, nam cum postulasti, non possunt transire sine dispensatione, nec interim administrationem habent, electi aulem jam habent initialum matrimonium*⁴... »

1. C. 3, 5, X, 1, 5; C. 16, in VI^o, 1, 6; GOFF. DE TRANO, *de post.*, n^o 2; HOST., *de post.*, n^o 1; G. DURAND., *de post.*, n^o 1.

2. Cf. C. GROSS., *op. cit.*

GOFF. DE TRANO., *de post.*, n^o 7-12.

3. ROFFREDUS EPIPHANII « *Libelli de jure canonico* », rapporté par C. GROSS., *op. cit.*, p. 129-130.

4. INNOCENT IV, s. c. 44, X, 1, 6.

CHAPITRE VII

Le Contentieux électoral. L'Appel.

Le Droit de dévolution.

§ 1^{er}. — L'APPEL

Si bien réglée qu'ait été l'élection épiscopale, les intrigues, les compétitions, les factions n'existaient pas moins au sein des chapitres cathédraux.

De plus, toute cette procédure minutieuse à laquelle devaient se soumettre les électeurs devait donner naissance à de nombreux conflits.

Bien que d'après les conciles et les lettres pontificales l'appréciation des conflits électoraux fût de la compétence du métropolitain, les électeurs eurent recours de bonne heure au tribunal du pape. Cette coutume fut reconnue pour la première fois par Alexandre IV dans une lettre au prieur et aux électeurs de l'église d'Ely : « *De fr. c. declaramus, decernimus et censemus causas electionum episcopaliū seu de electionibus episcoporum existere de majoribus et inter ipsas annumerari debere, quod est etiam a nostris prædecessoribus observatum*¹. »

1. *Corpus juris canonici*. Ed. Friedber g, 1879-81, p. 951-52, cap. x, note a.

C'est à partir de ce moment et pendant toute la seconde moitié du XIII^e siècle que va se préciser la législation canonique du droit d'appel.

Tout conflit électoral, suivi d'un appel est « cause majeure » et doit être portée au tribunal pontifical¹.

Le même canon édicte que tout appel interjeté pour un motif manifestement frivole n'entraîne pas la réserve du conflit, et, c'est au juge qui a reçu le litige qu'appartient le droit de vérifier la régularité de l'appel.

Quand appel a été interjeté, l'élu doit dans le délai d'un mois se rendre en cour de Rome, ou en cas d'empêchement légitime se faire représenter par un procureur. L'élection a-t-elle eu lieu de façon discordante, deux hypothèses alors sont à envisager : ou plusieurs candidats ont été élus ou un seul. Dans le premier cas, les électeurs de chaque candidat doivent accréditer en cour de Rome deux de leurs membres au moins, dans le second cas, deux délégués doivent accompagner l'élu.

Ce sont les élus qui doivent supporter les frais de l'appel sous peine de déchéance.

Si une ou plusieurs personnes font opposition à un élu, l'opposant ou deux représentants au moins des opposants doivent à leurs dépens se présenter à la Curie romaine.

Si vingt jours après l'arrivée d'une des parties, l'autre ne s'est pas encore présentée, le litige sera tranché sans tenir compte de cette absence².

L'appelant, aux termes du 3^e Canon du concile de Lyon de 1274 doit énumérer dans un mémoire tous ses chefs d'accusation et confirmer leur véracité par serment. Toute

1. C. 10, in VI^o, 1, 6.

2. C. 1, 16, in VI^o, 1, 6.

preuve connue, mais non formulée au moment de l'appel sera écartée, seule une raison nouvelle sera admise, et, sous la foi du serment qu'elle était inconnue au moment de l'appel.

Ce canon rappelle en outre les sanctions édictées par Innocent IV au concile de Lyon de 1245 : quiconque opposera un vice de forme et ne pourra le prouver devra dédommager l'autre partie de ses débours. Quiconque n'aura pu prouver les accusations portées par lui contre la personne de l'élu sera suspens de ses bénéfices pendant trois ans ; il en sera privé, s'il s'y ingère¹.

Cette procédure n'est suivie que dans l'appel extrajudiciaire².

Nous savons que l'élection d'un candidat par la majorité des deux tiers ne peut être attaquée par la minorité pour défaut de zèle, de mérite ou d'autorité. Une telle élection cependant peut être attaquée pour toute autre cause entraînant la nullité de plein droit³.

En outre, le 7^e canon du concile de 1274 édicte que l'électeur qui a voté pour le candidat élu, ou qui s'est rallié au vote de ses collègues ne peut attaquer l'élection. Cette règle reçoit exception, si cet électeur apporte des faits inconnus à l'époque de l'élection ou arrivés postérieurement, ce qu'il doit affirmer sous serment⁴.

Si parmi les causes de nullité l'appelant invoque l'ignorance du candidat ou quelque autre défaut personnel notoire, il appartient aux juges d'enquêter d'abord sur ces points ; et, si les accusations sont reconnues sans fonde-

1. C. 1, 4, 19, in. VI^o, I, 6.

2. C. 41, in VI^o, I, 6.

3. C. 9, in VI^o, I, 6.

4. C. 8, in. VI^o, I, 6.

ment, non seulement l'appelant sera débouté de sa demande, mais en outre il sera puni¹.

Le retrait de l'appel est possible tant que le tribunal n'est pas saisi du litige ; cette faculté n'appartient pas cependant à celui qui attaque l'élection pour un défaut personnel du candidat².

§ II. — LE DROIT DE DÉVOLUTION

Les électeurs qui choisissent un indigne sont privés de leur droit de vote³, il en est de même lorsque les prescriptions relatives aux modes d'élection ont été violées⁴ ; mais à qui revient le droit d'élection ? Le concile romain de 1080 désignait le Saint-Siège ou le Métropolitain « *Electionis vero potestas omnis in deliberatione sedis Apostolicæ sive metropolitani sui consistat*⁵. » Les canons des 3^e et 4^e conciles de Latran ne nous disent rien sur ce point ; par contre les glossateurs se prononcent sans aucune hésitation en faveur du pape : « *Et quod caput Cum in cunctis debeat sic intelligi ex eo patet quod papa in capite Cum in cunctis § Clerici, non dicit ad quem devolvatur eligendi potestas ; unde debet intelligi quod ad ipsum debet devolvi, cum in inferioribus dignitatibus dixit ad quos devolvatur potestas eligendi, cum eligitur vel confirmatur indignus*⁶. »

Le 4^e concile de Latran interdit aussi de laisser vacante plus de trois mois une église cathédrale. Dans cette hypothèse, le droit d'élection passe au supérieur immédiat des

1. C. 11, in. VI^o, 1, 6.

2. C. 31, in. VI^o, 1, 6.

3. C. 7, X, 1, 6 ; *supra*, p. 16.

4. C. 42, X, 1, 6.

5. MANSI, t. XX, col. 533.

6. C. 23, X, 1, 6, glose sur les mots *ad nos*.

électeurs coupables de négligence, c'est-à-dire le métropolitain ou le pape pour les églises soumises directement à Rome¹.

Boniface VIII, rééditant la décrétale « *Dilecti filii*² » d'Alexandre IV fixe le droit sur cette matière : si l'élection d'un évêque est différée au-delà de trois mois, le droit de dévolution s'exerce au profit du supérieur hiérarchique ; il appartient au contraire au pape, lorsque les électeurs ont élu un indigne, ou quand l'élection n'a pas eu lieu suivant les règles canoniques³.

1. C. 41, X, 1, 6.

2. *Corpus jur. can.*, p. 951, cap. x, note a.

3. C. 18, in VI^o, 1, 6.

Appendice. Nous n'avons pas parlé de l'intervention du roi dans les élections ; cette question ne rentrait pas immédiatement dans le cadre de notre étude.

La réforme grégorienne n'avait en effet qu'en partie affranchi l'Église de la tutelle politique. Sans doute l'usage de la nomination directe, l'investiture laïque avaient complètement disparu. Le roi cependant autorisait encore l'élection et demeurait le collateur des biens épiscopaux.

Avant de procéder à l'élection, le chapitre devait obtenir du roi le « congé d'élire », la « *licentia eligendi* ». En l'accordant le roi faisait connaître le plus souvent le candidat de son choix. Le chapitre qui n'observait pas cette règle pouvait s'attirer le refus des régales. Certains chapitres avaient reçu dispense de cette formalité, mais ces privilèges étaient des exceptions.

Les opérations électorales terminées, le chapitre notifiait au roi, le *decretum electionis* et lui demandait son assentiment. Puis l'élection approuvée et les cérémonies du sacre terminées, le nouvel évêque prêtait serment de fidélité au roi. Ce n'est qu'après que le nouvel élu pouvait entrer en possession du temporel de son évêché, en demandant au roi la mainlevée des régales. (Cf. Teulet, de Laborde, Berger, *Layettes du Trésor des Chartes*, 1863-75 ; Liber Guillemi Majoris, *op. cit.*, E. Roland, *op. cit.*

CHAPITRE VIII

Influence de la Théorie canonique de l'Élection au Moyen Age¹

Cette théorie canonique de l'élection épiscopale, comme d'ailleurs celle de l'élection pontificale, exerça au Moyen Age une grande influence sur le régime des élections séculières, en particulier sur celle du roi de Germanie.

Au début du Moyen Age, l'élection du roi de Germanie était faite par les Grands d'Allemagne : princes de l'Empire, comtes et autres grands personnages. Elle devait se faire à l'unanimité : l'opposition d'un seul invalidait l'élection.

Toute règle précise sur le lieu, le temps de l'élection, la convocation des électeurs faisait défaut. Les absents ne perdaient pas leur droit d'électeur : ils pouvaient après l'élection ou se rallier pour faire l'unanimité ou manifester leur opposition par une autre élection. C'était en résumé une élection informe, donnant naissance à des luttes continues entre les diverses factions électorales.

1. E. MAYER. *Deutsche und französische Verfassungsgeschichte*, Leipzig, 1899, tome II, p. 379 et suiv.

V. WRESTSCHKO, *der Einfluss der fremden Rechte auf die deutschen Königswahlen bis zur goldenen Bulle* dans *Zeitschrift für Rechtsgeschichte*. B d. xx, p. 164 et suiv.

Ce régime se modifia peu à peu dès le milieu du ^{xiii}^e siècle sous l'influence du droit canonique ; il devait trouver sa réglementation définitive dans la Bulle d'Or de Charles IV en 1356.

Désormais le droit d'élection appartient exclusivement à un collège restreint, composé des Sept Grands Électeurs : les archevêques de Mayence, de Cologne, de Trèves, le comte palatin du Rhin, le duc de Saxe, le margrave de Brandebourg, le roi de Bohême, comme au ^{xiii}^e siècle, il appartient au chapitre pour les élections épiscopales, au Collège des cardinaux pour les élections pontificales.

L'élection doit avoir lieu à Francfort, le sacre à Aix-la-Chapelle. Le mode d'élection est le scrutin ; ni le compromis, ni la quasi-inspiratio n'ont trouvé place dans l'organisation élective du roi de Germanie.

A l'instar de ce qui se passe dans l'élection canonique, les électeurs sont convoqués et les absents peuvent en se soumettant à une procédure minutieuse se faire représenter par des procureurs ; autrement, ils sont déchus de leur droit et ne peuvent ensuite contester l'élection.

Les opérations électorales s'ouvrent par un service divin. L'assemblée une fois réunie, ceux qui sont déchus de leur droit sont invités à se retirer, en cas de refus les autres électeurs doivent protester que leurs suffrages ne compteront pas lors du dépouillement du scrutin. C'est à l'électeur de Mayence qu'incombe le soin de recueillir les voix, en commençant par l'archevêque de Trèves.

L'*electio communis* doit également être proclamée, comme elle l'est dans l'élection canonique. Les décrets d'élection des empereurs, tout comme les textes canoniques opposent le « *nominatus* » à l'*electus* . Lors de l'élection de Frédéric II, les électeurs déclarent : « *Nos consentimus in N... ipsumque*

nominavimus eligendum in Regem Romanorum, in imperatorem promovendum ». Les décrets d'élection d'Henri VII, de Louis de Bavière renferment la même formule. De plus, toutes les invocations, le formalisme de l'*electio communis* dans l'élection canonique se rencontrent également dans l'élection impériale. Enfin dans ce collège triomphe le principe majoritaire.

Il apparaît pour la première fois dans le rapport du Conseiller d'Alphonse de Castille à Urbain IV. En 1281 il est appliqué ; les Électeurs interviennent pour approuver une aliénation d'un bien d'Empire et disent qu'ils agissent « du consentement de la majorité des princes dont il fallait obtenir l'assentiment. » Ces idées triomphent et inspirent la Bulle d'Or de 1356. Elle consacre le principe majoritaire, tout en faisant allusion à l'ancien système de l'unanimité en disant que si la majorité s'est prononcée, on doit accepter sa décision, comme si « l'élection avait été célébrée à l'unanimité ».

Cet aperçu sur l'élection du roi de Germanie nous montre l'analogie de ce régime avec celui de l'élection canonique. En cette matière du droit public, comme sur bien d'autres points, le droit canonique offrait une doctrine savante : c'est là toute la raison de son influence.

CONCLUSION

Au moment même où les chanoines exerçaient dans l'élection épiscopale une action pour ainsi dire exclusive, un droit nouveau s'élaborait qui devait peu à peu remettre entre les mains du pape la nomination des évêques, et, Rome qui avait tant lutté pour restaurer l'ancien régime électif mit tous ses efforts à le faire disparaître. Ce droit dont on rencontre les vestiges dès Alexandre III, était complètement établi au *xiv^e* siècle¹.

D'après le droit du *xiii^e* siècle, le pape avait une influence considérable sur l'élection des évêques : c'était lui qui accordait les dispenses, en cas de *postulatio* ; c'était lui le juge suprême de tout conflit électoral, et, ce n'était pas là sa moindre attribution. Les discussions, les luttes intestines étaient fréquentes dans les Chapitres cathédraux ; Duprat dans un discours au Parlement, lors du Concordat, nous dresse un sombre tableau des désordres occasionnés par ce régime électif en France : « Il fault considérer les scandales, simonies, parjuremens, litiges et procès que procédaient des élections en France... Secundo Souventes fois se trouve que sont plusieurs esleuz et en y aurait encore plus s'y n'estoit le doubte et la craincte que ont des pourveuz par lesquelz se découvrent les faultes et abbuz qui se font en icelles élections, entre

1. MOLLAT. *La collation des bénéfices au *xiv^e* siècle*. Strasbourg, 1921 ; Roland, *op. cit.*

lesquelz esleuz se meuvent grans procès qui durent long-temps, durant lequel temps adviennent les inconvenients et désordres telz que dessus... Quarto, Esdictes eslectiones se connectent plusieurs simonies, ainsy que on a veu et congneu par experience aux procès qui ont été conduitz sur le faict desdits eveschez... Quinto, ou veoît par experience plusieurs elections estre faictes per abusum et potestatem brachii laicalis et n'en veoît-on guères qui se facent purement et libéralement, ainsi et par la forme et manière qu'est requis et nécessaire de droict, et s'y ne fault en aucunes élections quérir ne chercher si n'est en fiction et dissimulation, le zèle et le mérite des esleuz et elisans... Et moyennant le dict Concordât, cesseront tous les abbuz, procès, simonies, parjuremens, scandalles et inconvenients susdictz¹... » Peut-être y a-t-il là quelque exagération de la part du chancelier ; il n'en est pas moins que tous ces abus favorisaient l'intervention du pape et faisait de lui le maître de l'élection ; il lui arrivait souvent, en effet, d'écarter les candidats qui lui étaient présentés pour conférer directement l'évêché à un candidat de son choix ; enfin c'était lui qui conférait l'évêché quand le chapitre avait élu un indigne. De plus la confirmation et le sacre des évêques non soumis à Rome appartenait aux métropolitains. Cependant soit par indépendance, soit pour échapper au mauvais vouloir ou à la négligence de leurs supérieurs, soit pour rendre leur élection irrévocable, les nouveaux élus contractèrent de plus en plus l'habitude de recourir directement au Saint-Siège².

1. *Journal de J. Barillon, secrétaire du chancelier Duprat, 1515-21*, publié pour la première fois pour la Société de l'Histoire de France par Pierre de Vaissière, Paris, 1897-99, tome II, p. 36-39.

2. THOMASSIN, *op. cit.*, p. IV, liv. II, chap. LI.

Mais c'est par les réserves que le pape acquit le quasi-monopole dans la nomination des évêques, réserves dont il usait en vertu de sa plénitude de puissance sur les biens et les fonctions ecclésiastiques. Par ce moyen, le pape se réservait la nomination à certains postes en écartant ceux qui de droit commun devaient y pourvoir¹.

Les réserves apparurent dans la seconde moitié du XIII^e siècle. Clément IV en 1265, proclamait que la disposition des bénéfices vacants *in curia*, c'est-à-dire, des bénéfices des clercs qui mouraient à la cour romaine ou à deux jours de distance, lui appartenait. En même temps il posait le principe que le pape avait la pleine disposition — *plenaria dispositio* — de toutes les charges de l'Église². Au plus fort de la lutte entre Philippe le Bel et Boniface VIII, celui-ci se réservait toutes les églises de France, mais cette réserve qui n'était qu'une mesure de guerre, ne fut que temporaire. Clément V se réservait sa vie durant le siège de Bordeaux dont il avait été archevêque, à l'exclusion du chapitre de la ville ; il se réservait également pour lui et ses successeurs tous les évêchés vacants *in curia*. Jean XXII dans la bulle « *Execrabilis* » réservait au pape la collation des bénéfices de ceux qui contrevenaient aux règles sur la pluralité des bénéfices. Benoît XII dans sa décrétale « *ad regimen animarum* » confirmait ces dispositions et les étendait : il se réservait les bénéfices vacants par la promotion de leur titulaire à un évêché, par sa translation ou sa résignation entre les mains du Souverain pontife. Elles devaient finalement être insérées par Urbain V dans les règles de la Chancellerie apostolique.

1. Phillips, *Kirchenrecht*, Regensburg, 1855-89, tome V, p. 488 et suiv.

2. C. 2, in VI^o, III, 4.

Ce n'était pas la suppression officielle du droit électoral des chapitres ; c'était comme un droit nouveau superposant l'ancien. Il n'en était pas moins que dès le milieu du xiv^e siècle, le droit électoral des chanoines avait vécu ; ils essayèrent bien de résister à ce mouvement, mais ce fut en vain.

Vu : Le Président de la Thèse,
P. FOURNIER.

Vu : le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Origine du pouvoir électoral des chapitres.

CHAP. I. — L'Assemblée électoral. — La Période électoral.
— La Convocation des électeurs. — L'Ouverture des opérations électorales.

§ I. L'Assemblée électoral.

§ II. La Période électoral.

§ III. La Convocation des électeurs.

§ IV. L'Ouverture des opérations électorales.

CHAP. II. — Les divers modes d'élection.

§ I. La quasi-inspiratio.

§ II. Le compromis.

§ III. Le scrutin.

CHAP. III. — La Collatio. — La Major et sanior pars.

§ I. La major et sanior pars. — Difficultés de son application.

§ II. Réaction en faveur de la loi du nombre.

CHAP. IV. — L' « Electio. »

§ I. Distinction entre la « nominatio » et l' « electio ».

§ II. L'Electio, sa procédure.

CHAP. V. — La Notification de l'élection à l'élu. — La Confirmation de l'élection. — La Consécration.

§ I. La notification de l'élection à l'élu.

§ II. La confirmation de l'élection.

§ III. La consécration.

CHAP. VI. — La Postulatio.

CHAP. VII. — Le Contentieux électoral.

§ I. L'Appel.

§ II. Le droit de dévolution.

CHAP. VIII. — Influence de la théorie canonique de l'élection au Moyen Age.

Conclusion.

IMPRIMERIE DE L'EST. — BESANÇON
